

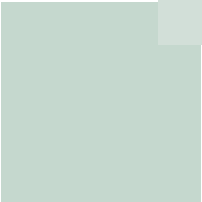
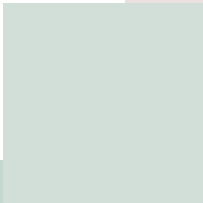
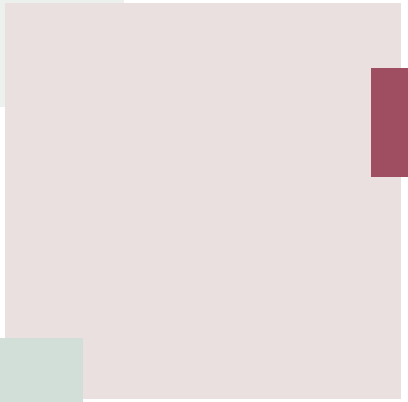
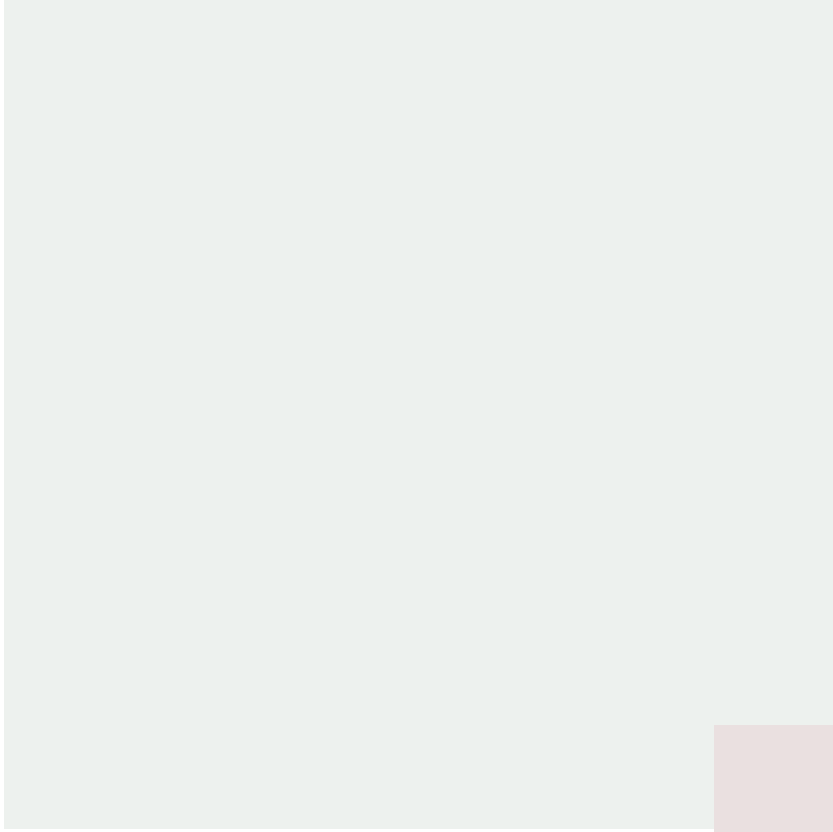


Section 4

Genre, conflits armés et recherche de la paix



FEMME FOUILLANT
LES RUINES DE SA MAISON
DÉTRUITE DANS LE CONFLIT.
GROZNY, RÉPUBLIQUE
TCHÉTCHÈNE, FÉDÉRATION
DE RUSSIE.



Quelques-uns des conflits armés et situations de violence généralisée qui se sont soudainement multipliés après la fin de la Guerre froide ont perdu de leur intensité depuis 1995, mais d'autres se poursuivent sous une forme toute aussi dure. A cela s'ajoutent les interventions militaires multilatérales menées sous l'égide des Etats-Unis depuis le 11 septembre 2001 dans le cadre d'une "guerre mondiale contre le terrorisme". Ces guerres d'un nouveau genre donnent rarement lieu à des affrontements en bonne et due forme, livrés sur un champ de bataille délimité. En revanche, elles bouleversent la vie civile, détériorent les conditions de subsistance et affaiblissent les normes sociales. En ce sens, elles éprouvent plus particulièrement les femmes à la fois dans leur personne et dans le rôle que leur a assigné la société.

Au cours de ces dix dernières années, le droit international humanitaire a confirmé la reconnaissance des agressions sexuelles comme arme de guerre et crime contre l'humanité dans les années 1990; quelques procès ont même été intentés devant les tribunaux d'après-guerre du Rwanda et de l'ex-Yougoslavie. Parallèlement, on a accordé davantage d'attention au rôle que jouent les femmes dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix, et ensuite, dans la mise en place d'institutions transitoires ou "nouvelles". Néanmoins, beaucoup reste à faire pour que, la paix revenue, l'égalité entre les sexes se consolide de sorte que les femmes ne se retrouvent pas dans la situation défavorisée qui fait partie des causes sociales et politiques à l'origine de la confrontation armée.

Le premier chapitre de cette section, intitulé "L'impact des conflits sur les femmes" examine les conséquences multiples et parfois contradictoires d'un conflit armé sur les femmes. Le second intitulé "L'après-conflit: Les femmes, la consolidation de la paix et le développement" passe en revue les enjeux de la phase de consolidation de la paix ainsi que les perspectives d'un changement positif permettant aux femmes d'obtenir justice et d'exercer leurs droits.





Chapitre 13

L'impact des conflits sur les femmes

Dix ans après la Conférence de Beijing, le monde est encore secoué par une épidémie de violence armée, puisqu'il est le théâtre de 19 conflits majeurs,¹ auxquels s'ajoutent, beaucoup plus nombreux encore, des affrontements de moindre ampleur en divers points du globe. Même si les grands conflits sont aujourd'hui nettement moins répandus que pendant la majeure partie de la période écoulée depuis la fin de la Guerre froide, la diminution des confrontations et autres hostilités armées, que l'on avait espérée dans un accès d'optimisme au début des années 1990, ne s'est jamais vraiment réalisée. Quelques guerres ont pris fin, certes, mais bon nombre se poursuivent et la nouvelle situation créée aussi bien par les attentats du 11 septembre 2001 contre les États-Unis que par la "guerre contre le terrorisme" qui a suivi, semble exposer le monde, davantage que par le passé, au déclenchement imprévisible de violences armées. D'où la plus grande difficulté de remédier aux causes des conflits ainsi qu'à leurs conséquences sur la vie des populations en général et notamment sur celle des femmes.

Avec la fin de la Guerre froide, on a vu se développer des violences armées d'un genre inédit, pratiquées sur de nouveaux terrains. Certains conflits ou certains affrontements politiques violents, qui se nourrissaient autrefois de la compétition mondiale entre les deux superpuissances en quête d'alliances stratégiques, ont trouvé une conclusion négociée. Cependant, le relâchement des contrôles mis en place pendant le long face-à-face des superpuissances a favorisé le déclenchement de nouvelles guerres. Tel fut le cas dans l'ex-Yougoslavie. Plusieurs conflits en cours—Cachemire, Soudan, République démocratique du Congo (RDC)—sont des avatars de la période postcoloniale,

qui se poursuivent sous des formes nouvelles. D'autres découlent d'affrontements internes ayant pour enjeu des territoires ou des ressources et opposant des clans locaux ou des leaders ethniques, comme au Burundi, en Somalie et en Indonésie; ou bien ce sont des insurrections armées contre l'État, avec des phases de recrudescence et d'accalmie, mais auxquelles il n'est pas d'issue en vue, comme à Sri Lanka, en Tchétchénie et en Colombie. Dans la plupart des cas, il s'agit de guerres intestines "civiles": sur les 19 conflits majeurs en cours en 2003, deux seulement étaient des guerres interétatiques (l'invasion de l'Irak menée par les États-Unis et le Royaume-Uni, et la guerre indo-pakistanaise pour le Cachemire); mais les ingérences ou l'implication de puissances étrangères ou d'intérêts extérieurs sont courantes (voir la figure 13.1).

Le démantèlement de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) a réduit le risque d'affrontements majeurs entre armées nationales organisées utilisant des armes sophistiquées—aériennes, tactiques ou nucléaires; c'est cette image de la guerre qui a prévalu pendant presque tout le XXe siècle, les techniques de guérilla étant plus particulièrement répandues au Viet Nam et dans les luttes de libération menées en Afrique. Les mutations géopolitiques qui ont suivi, notamment la montée de l'unilatéralisme des États-Unis, ont ouvert la voie à de nouvelles formes d'intervention militaire extérieure: attaques aériennes contre un État anticonformiste ou mis au ban de la communauté internationale, ou agressions militaires ayant pour objectif déclaré de mettre un terme à des violations grossières des droits de l'homme ou de rétablir l'ordre. Les crises complexes des années 1990 et du début des années 2000 ont

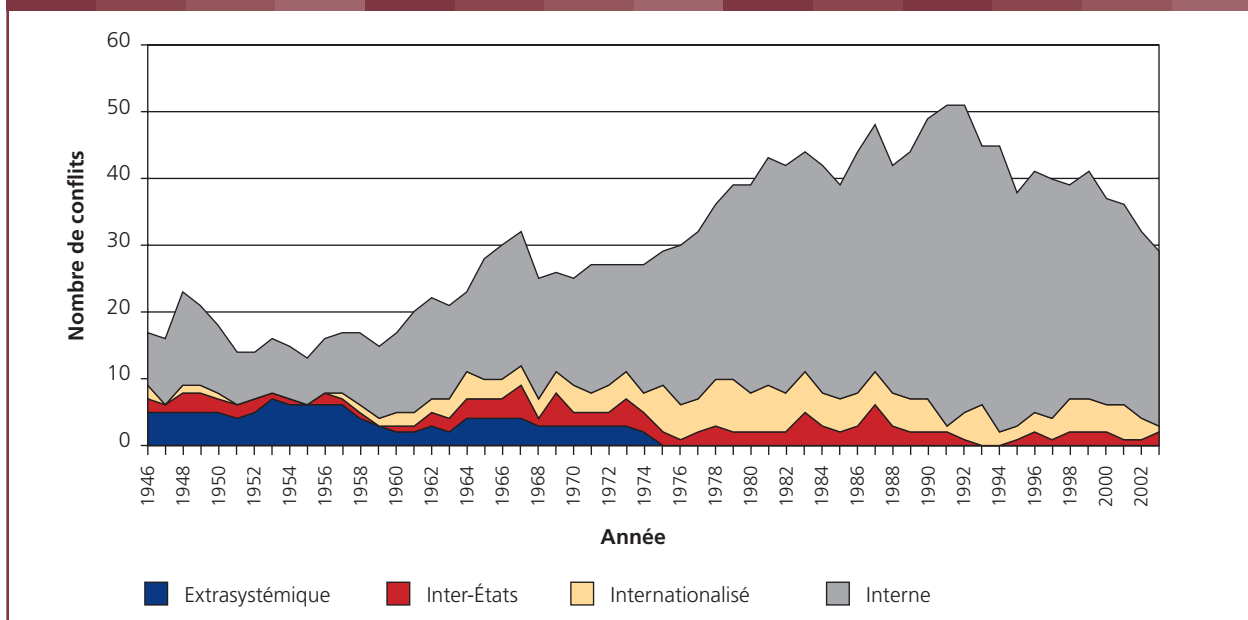
donné lieu à des interventions extérieures globales, souvent sous le couvert d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies. Leurs objectifs—paix, stabilité, développement et gouvernance responsable—sont devenus de plus en plus ambitieux, couvrent un champ de plus en plus large et s'apparentent davantage que par le passé à une mise sous tutelle; l'intervention de 2002 en Afghanistan en est un exemple classique.² Souvent caractérisées par la coalition de plusieurs nations dans des rôles militaires et non militaires, ces interventions contribuent, elles aussi, à cette perception confuse que l'on a des situations actuelles de conflit ou d'après-conflit.

Les guerres d'aujourd'hui n'ont pas pour seul enjeu des territoires, mais aussi des identités ethniques et religieuses, la maîtrise de ressources naturelles telles que le pétrole et les réserves minières, ou encore la mainmise sur des marchés lucratifs où se pratique parfois un commerce illicite, tel que le trafic de drogue ou le trafic d'armes. Les tensions ont été exacerbées par les crises économiques et la détresse sociale qu'elles engendrent; par les

inégalités qui s'accroissent entre les régions et les nations sur le plan de la répartition des richesses; et par la faiblesse des institutions publiques face à la paupérisation et aux troubles civils. Ces tensions procèdent toutes de l'affirmation d'une allégeance ethnique, religieuse et raciale, qui masque un malaise politique et économique. Dans un monde où le pouvoir est inégalement partagé et où de nombreuses populations se sentent vulnérables sur le plan économique ou politique, les liens identitaires ont souvent une grande force mobilisatrice.

Dans ce jeu de forces, les femmes jouent un rôle secondaire parce qu'elles ont très peu d'influence sur les structures du pouvoir et sur les instances décisionnelles. Il leur arrive occasionnellement d'être propulsées comme des emblèmes sur le devant de la scène en tant que kamikazes ou "mères de martyrs" (parfois même les deux). Mais les femmes en tant que groupe ne jouent qu'un rôle négligeable dans le déroulement de la guerre et ne pèsent quasiment d'aucun poids sur les résultats militaires, même si certaines ont parfois exercé un puissant ascendant sur

Figure 13.1 Types de conflit dans le monde (1946-2003)



Note: Un conflit armé extrasystème est un conflit entre un groupe gouvernemental et un groupe non gouvernemental hors du territoire de l'État concerné. Un conflit armé interétatique est un conflit opposant au moins deux États. Un conflit armé internationalisé est un conflit entre le gouvernement d'un État et des groupes d'opposition internes, avec l'intervention d'autres États. On parle de conflit armé interne lorsque le gouvernement d'un État est aux prises avec des groupes d'opposition internes, sans intervention d'autres États.

Source: UCDP/PRIO 2004.

leur époux dans son rôle de commandant, en privé, en coulisses. Elles ont aussi été de précieux soutiens, poussant les hommes à se comporter avec courage sur le champ de bataille, et contribuant à forger les notions d'honneur et de virilité en manifestant leur approbation pour le comportement guerrier de ceux-ci.

LES FEMMES ET LA GUERRE

Lorsque l'on compare les guerres contemporaines à celles des générations précédentes, on cite souvent les statistiques suivantes:

80 à 90 pour cent des pertes de la Première Guerre mondiale étaient des pertes militaires alors qu'aujourd'hui, environ 90 pour cent des victimes sont des civils, en majorité des femmes et des enfants.³ S'il ne faut pas trop se fier à ces statistiques et s'il est même probable qu'il y ait une certaine confusion entre la notion de "pertes" et celle de "victimes", elles témoignent néanmoins d'une évolution importante dans la manière dont la guerre est vécue par les populations, hommes et femmes confondus, mais surtout par les femmes. (Voir l'encadré 13.1).

La distinction entre la "ligne de front" sur quelque champ de bataille éloigné exclusivement occupé par des hommes, et le "front intérieur" où les femmes vaquent à leurs occupations

Encadré 13.1 Statistiques concernant les femmes touchées par un conflit armé

Il existe assez peu de données ventilées par sexe sur les conséquences des conflits armés; à vrai dire, compte tenu de la difficulté de recueillir des données dans toute zone de conflit, il n'existe généralement aucune statistique fiable. Dans une étude récente sur le dénombrement des morts et des blessés dans les conflits, des experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres institutions rappellent que les services d'information cessant d'être opérationnels en temps de guerre, les statistiques doivent être prises avec beaucoup de réserve.⁵ Les situations sont changeantes, les populations affluent et refluent rapidement en fonction des événements, la sécurité est limitée et les priorités des personnels de secours sont ailleurs. D'où l'impossibilité de conduire des enquêtes; celles qui ont été réalisées ne concernent guère que des populations spécifiques se trouvant dans une situation particulière et ne constituent pas une base sûre pour effectuer des extrapolations. Les chiffres rapportés concernant les décès dus à des conflits ou associés à ces derniers ne sont donc toujours que des estimations, éventuellement biaisées; toutes les données de cette nature véhiculent un message politique et peuvent donc avoir été établies aux fins de propagande. Les statistiques selon lesquelles la population des camps est constituée à 80 pour cent de femmes et d'enfants ou selon lesquelles le ratio des décès indirects aux décès directs est de 9 pour 1 ne sont pas fondées sur des observations empiriques et doivent être utilisées avec prudence.

L'OMS s'efforce actuellement d'améliorer les méthodes d'évaluation statistique de la mortalité, de l'invalidité et de la morbidité dans les situations de conflit ou d'après-conflit. Des organismes des Nations Unies et des organisations de défense des droits de l'homme essaient de dénombrer les actes de violence sexuelle contre les femmes et de recueillir des données parmi les populations des camps de personnes déplacées et de réfugiés. C'est un fait de moins en moins contesté que les femmes réfugiées n'ont pas les mêmes besoins ni ne présentent les mêmes formes de vulnérabilité que les hommes, d'où l'utilité de disposer de données ventilées par sexe ainsi que d'informations sur les ménages dirigés par une femme et les personnes dépendantes parmi les populations de réfugiés. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et les principales organisations non gouvernementales de secours accordent désormais plus d'importance que dans le passé à l'enregistrement des réfugiés et à l'établissement de papiers d'identité à leur nom; en l'absence de registre, les réfugiés n'ont aucun droit, ils ne peuvent bénéficier d'une protection et d'une assistance efficaces et la réunification des familles est impossible. L'OMS a également établi une base de données sur la violence contre les femmes et ses effets sur leur santé; elle mène aussi une enquête couvrant plusieurs pays, mais axée principalement sur la violence domestique.

Source: Organisation des Nations Unies 2000b:156-157 et 162-163.

quotidiennes dans des conditions aussi proches que possible de la “normale”, à supposer qu’elle ait jamais été justifiée, n’est plus aussi nette.⁴ Il n’y a plus de sphère séparée où les femmes seraient tenues à l’écart des spectacles d’horreur et gardées bien à l’abri avec enfants et personnes à charge afin qu’elles puissent s’occuper du foyer pendant que leur époux, leur père et leurs fils sont dans le feu de la bataille. La guerre peut infiltrer des zones entières, dans leurs moindres recoins, et frapper toute la population qui s’y trouve, ou s’éterniser dans une alternance de phases à forte et à faible intensité, les “fronts” se déplaçant de manière imprévisible sur le terrain disputé. De telles situations peuvent perdurer des années, voire des décennies, avec des phases de statu quo et de déclin, selon que telle partie entre en lice ou que tel groupe armé prend temporairement le dessus.

Dans les guerres contemporaines, les zones de conflit englobent habitations, foyers, marchés, cafés, lieux de travail, trains, théâtres, temples et écoles : pratiquement aucun endroit ne peut être considéré comme un havre de sécurité. De même que le lieu des opérations est devenu diffus, les acteurs sont plus difficiles à identifier. Les armées nationales—dans lesquelles les femmes sont faiblement représentées mais tout de même plus nombreuses que dans le passé—jouent encore un rôle important, en particulier dans les interventions extérieures. Toutefois, beaucoup de guerres sont menées par des forces informelles plutôt que par des armées organisées. Ces forces se composent d’une multiplicité d’acteurs étatiques et non étatiques, parmi lesquels des milices privées, des mercenaires et des bandes de criminels, ce qui dénote une “privatisation” de la violence.⁶ Ainsi, dans la lutte pour l’autonomie du Cachemire, en Inde, au moins une centaine de groupes divers sont actuellement opposés à l’État indien, dont certains se combattent aussi entre eux.⁷

Le degré d’implication des femmes dans ces forces informelles est très variable ; mais la thèse de l’absence totale des femmes sur le terrain des opérations ne tient plus. Des chercheurs féministes ont mis en évidence, à travers l’histoire, l’implication active de femmes dans les guerres, non seulement en tant que cantinières, soignantes et dispensatrices de soins, mais aussi en tant que combattantes. Plus récemment, on a vu des femmes suivre un entraînement et s’engager en tant que

“combattantes de la liberté” au Nicaragua, au Viet Nam, à Sri Lanka, en Afrique du Sud et dans le sud du Soudan.⁸ Elles sont également de précieuses auxiliaires dans les mouvements de résistance et les insurrections, comme agents de liaison et espionnes, ou en offrant refuge et soins aux blessés. Parfois, elles assument ces fonctions complémentaires sous la contrainte, mais elles sont nombreuses à s’engager dans la vie militaire de leur plein gré.

Techniques de combat

Les moyens actuellement employés pour la guerre ont aussi des répercussions non négligeables sur le plan social. Les bombardements aériens entraînent invariablement des pertes “collatérales” de civils sans armes, même s’il est moins courant aujourd’hui que dans la première moitié du XXe siècle de mener délibérément des attaques aériennes contre des populations civiles. La propagation des conflits est également due à l’émergence d’un commerce d’armes portatives et à leur prolifération à l’échelle mondiale. Environ 1 250 entreprises produisent actuellement dans plus de 90 pays (essentiellement en Europe et aux États-Unis) des armes dites portatives ou légères.⁹ Les stocks d’armes légères achetés par des gouvernements sont faciles à piller et à disperser parmi la population et peuvent être revendus à très bas prix. En 1997, la perte de contrôle sur les arsenaux albanais a entraîné une intensification des combats dans les territoires voisins du Kosovo et de la Macédoine.¹⁰ En 1991, lors de la chute du gouvernement somalien, des centaines de milliers d’armes à feu sont tombées entre les mains de clans belligérants. En Irak, après la défaite de Saddam Hussein, des civils se sont emparés d’environ sept à huit millions d’armes légères ; à Bassora, chaque ménage possédait jusqu’à quatre armes à feu.¹¹

La profusion d’armes favorise la formation et la survivance de milices et de bandes qui utilisent ces armes non seulement dans des fusillades, des embuscades et autres actes de guerre, mais aussi pour commettre des crimes, régler d’anciens comptes ou tuer par vengeance. Lorsque l’ordre cède au chaos et que les forces de police sont dans l’incapacité de fonctionner, la sécurité

personnelle des civils n'est plus assurée. En temps de guerre et dans des contextes similaires, les viols sont souvent commis sous la menace d'une arme à feu.

Qui plus est, on estime que 100 millions de mines terrestres mettent la vie en péril dans différentes zones de conflit de par le monde. Non seulement elles provoquent la mort et des mutilations, mais encore elles interdisent l'accès à de vastes étendues de terres agricoles et de pâturages. A cause d'elles, les femmes et les filles qui vont travailler au champ, ramasser des produits combustibles ou chercher de l'eau, sont en danger.¹² Les moyens utilisés dans les guerres modernes, qui sont facilités par la possibilité de se procurer aisément des armes et des explosifs, répandent la peur, rendent les terres inutilisables et les foyers inhabitables et détruisent les édifices et les monuments sacrés.¹³

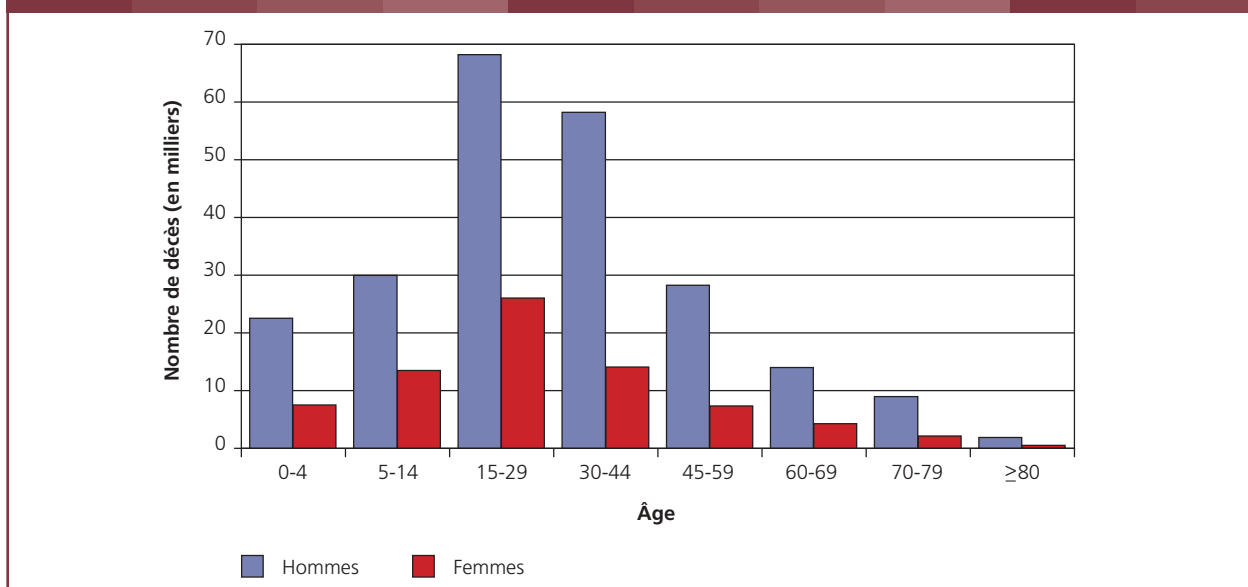
La prolifération de la violence alimente la peur, la haine et l'insécurité; elle favorise la cruauté et entraîne la dégradation des relations interpersonnelles. Des groupes ethniques ou religieux auparavant mêlés au sein d'une même communauté, d'un même voisinage, voire d'une même famille grâce à des mariages interclaniques, intercommunautaires ou interconfessionnels, sont souvent contraints par des "commandants" locaux à rallier un camp belligérant. Le choc émotionnel et le traumatisme psychologique consécutifs aux atrocités subies de la main même d'anciens voisins et amis atteignent un degré tel qu'ils sont très difficiles à surmonter une fois la "paix" revenue.¹⁴ Les guerres interclaniques qui se sont déclarées en Somalie ont obligé de nombreuses femmes qui s'étaient mariées hors de leur clan à quitter mari et enfants et à parcourir de longues distances pour se mettre en sécurité dans la région d'origine de leur père ou de leurs ancêtres.¹⁵ Les relations qui ont ainsi volé en éclats sont parfois impossibles à rétablir. Bien des femmes mariées à un homme d'un autre clan que le leur ont définitivement perdu leurs enfants; c'est pourquoi, aujourd'hui, les Somaliens se marient plus souvent à l'intérieur de leurs clans respectifs.

LES FEMMES, VICTIMES DIRECTES DE LA GUERRE

La violence d'une guerre ou d'un conflit touche quiconque se trouve à proximité, entraînant des conséquences qui varient en fonction de nombreux facteurs parmi lesquels l'âge et le sexe tiennent une place prépondérante. Alors que les guerres et les conflits sont rarement fomentés par des femmes, celles-ci sont parmi les premières à en souffrir, soit dans leur personne, soit dans le rôle qui leur est assigné par la société. Qu'elles y participent ou qu'elles en soient les victimes, les femmes vivent généralement les conflits très différemment des hommes.

Jusque récemment, c'est surtout leur rôle de victime que l'on mettait en avant, beaucoup moins leur participation; mais, avec le changement de nature des conflits et l'analyse des guerres contemporaines dans une optique féministe, s'est dessiné un tableau beaucoup plus complexe de l'activité des femmes en temps de guerre et de ce que cela signifie pour elles. Elles apparaissent comme étant plus engagées dans la défense de la société en guerre et la préservation du tissu social, et elles sont plus ouvertement exposées aux actes de cruauté, quand elles n'en sont pas complices. La reconnaissance du viol collectif en tant qu'"arme de guerre" et de l'agression sexuelle comme faisant partie de la culture de combat, a mis en évidence la vulnérabilité particulière des femmes dans les situations d'insécurité générale. Ces phénomènes peuvent être considérés comme des symptômes attestant l'exposition de la population tout entière à la violence.

Loin d'être protégées ou "immunisées" par leur appartenance au sexe féminin, les femmes sont parfois spécialement visées par la violence endémique qui envahit de nombreux théâtres de combat. Dans les guerres motivées par des inégalités sociales et économiques ou par des antagonismes identitaires ou religieux, les femmes sont rangées involontairement dans le camp auquel elles sont censées appartenir en raison de leurs liens de parenté ou de leur confession, indépendamment de leur propre sensibilité. De tout temps, les épouses et les enfants de chefs de guerre ont été les cibles d'enlèvements et d'agressions. Récemment, on a signalé, dans l'est de la République

Figure 13.2 Ventilation par âge et par sexe des décès liés à des conflits, survenus durant l'année 2000 (estimations)

Source : Murray et coll. 2002.

démocratique du Congo, des cas de femmes enterrées vivantes par des villageois sous prétexte qu'elles étaient des sorcières, mais en réalité parce qu'elles ravitaillaient en nourriture et en médicaments des groupes armés qui n'avaient pas le soutien de ces villageois.¹⁶ En Afrique subsaharienne et ailleurs, les femmes qui vivent dans des zones de conflit courent chaque jour un risque personnel lorsqu'elles partent à la recherche de nourriture, d'eau et de produits combustibles. Dans l'est de la République démocratique du Congo, un fonctionnaire des Nations Unies a déclaré à des experts indépendants du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) que les femmes se mettaient en danger quand elles se rendaient aux champs ou au marché, risquant à tout moment d'être dénudées, humiliées et violées en public. Beaucoup de gens ne dorment plus chez eux. Chaque nuit, un nouveau village est attaqué, brûlé et vidé. Les femmes et les filles sont systématiquement enlevées.¹⁷

La mortalité et les pertes

Le nombre de décès est plus élevé chez les hommes que chez les femmes (voir la figure 13.2). Cependant, les femmes qui décèdent des suites de leurs blessures sont plus nombreuses qu'on ne le pense. Pour la seule année 2000, les conflits auraient causé 310 000 décès consécutifs à des blessures, dont plus de la moitié en Afrique subsaharienne, un cinquième dans le Sud-Est asiatique et le reste dans les Balkans, en Asie centrale et au Moyen-Orient.¹⁸ Alors que c'est chez les hommes de 15 à 44 ans que l'on a observé le taux de mortalité le plus élevé, un quart de la mortalité directe concernait des femmes, les plus touchées se trouvant dans la tranche d'âge des 15-29 ans (26 000 décès de causes directes).

Ainsi, la région où les femmes ont le plus souffert était l'Afrique subsaharienne; dans cette région où les violences subies par les populations rurales ont atteint un rare niveau de cruauté et de perversité, constituant de ce fait un grave sujet de préoccupation,¹⁹ les attaques et incursions soudaines dans les

villages sont pratique courante. Cette situation présente un risque particulier pour les femmes, de tels assauts étant parfois organisés à dessein au moment précis où les hommes sont absents. C'est ce qui ressort des témoignages de nombreux survivants de raids lancés contre des villages au Darfour occidental (Soudan), rapportés dans une étude réalisée par Amnesty International au début de 2004. L'un des survivants a déclaré : "Seuls les femmes et les enfants se trouvaient au village, les hommes gardaient le bétail un peu plus loin au nord, près des collines. Au moment de l'attaque, les hommes ont grimpé sur la colline d'où ils ont pu voir les femmes courir dans le village pour prendre leurs enfants et s'enfuir vers le sud".²⁰

La fuite et la désorganisation des populations sont également à l'origine de nombreux décès. On l'a vu plus haut, pour un décès direct causé par la guerre, il y aurait neuf décès indirects, principalement chez les femmes et les enfants; cependant, comme presque toutes les statistiques relatives à la guerre, ce chiffre ne repose sur aucune base empirique.²¹ Ces décès sont dus à la faim, au froid, à l'épuisement, à une maladie infectieuse, à une épidémie ou à la conjugaison de plusieurs de ces causes, aggravées par une blessure ou un traumatisme. Le taux de mortalité dans les populations déchirées par la guerre est beaucoup plus élevé qu'en temps normal. Au Congo, lorsque la guerre civile a repris à la fin de 1998, 250 000 personnes (soit un tiers de la population de Brazzaville) se sont enfuies dans les forêts où elles sont restées plusieurs mois sans aide. Leur taux de mortalité a dépassé cinq fois le niveau considéré comme "seuil d'alerte".²²

En République démocratique du Congo, le Comité international de secours estime à 2,6 millions de décès, la surmortalité enregistrée entre le mois d'août 1998 et le mois d'avril 2001, dans les cinq provinces orientales où des groupes armés se combattaient mutuellement. Sur ce total, 350 000 décès, dont 40 pour cent chez les femmes et les enfants, ont été directement causés par la violence, les autres étant dus à la maladie et à la malnutrition.²³

Les veuves

Si elles ont plus de chances de survivre à une blessure, les femmes doivent surmonter la perte de leur mari, de leur père et de leurs fils, avec tout ce que cela implique comme souffrance affective et psychologique, et atténuer les effets de ces pertes sur les personnes à leur charge, notamment les enfants. Selon des statistiques démographiques, les sociétés déchirées par la guerre peuvent compter jusqu'à 30 pour cent de veuves.²⁴ Ces veuves de guerre se trouvent dans une situation particulièrement difficile, parmi les femmes qui doivent assumer seules la responsabilité de leur ménage, dont le nombre augmente généralement pendant les guerres;²⁵ mais elles connaissent aussi des difficultés supplémentaires par rapport à celles dont les partenaires ou les autres membres masculins de la famille sont partis temporairement au combat, ont disparu ou sont détenus. La tradition veut parfois que pour bénéficier du soutien de la famille, elles soient attribuées à un frère du mari défunt ou à un autre homme de la famille, leur seule alternative étant de vivre en marge de toute activité économique. Lorsque des veuves possèdent de la terre ou y ont accès, elles peuvent être contraintes de vendre, faute de liquidités pour embaucher de la main-d'œuvre et acheter des moyens de production. La possibilité pour les femmes de posséder des terres ou d'y accéder est une question très importante qu'il convient d'intégrer dans les arrangements conclus au lendemain d'une guerre (voir le chapitre 14).

Le fait qu'une population prise dans un conflit compte un grand nombre de veuves peut atténuer la stigmatisation dont elles feraient normalement l'objet. Elles réussissent parfois à modifier l'attitude la société à leur égard et à soutirer des concessions aux autorités. Cependant, leur besoin de soutien économique et social n'est pas toujours satisfait de bon gré. Même dans les pays où des systèmes de retraite et autres prestations sont théoriquement en place, ces avantages leur sont parfois refusés, ou alors ils leur sont accordés avec difficulté. Le problème se complique encore lorsque les maris ont disparu sans laisser de traces. Au Cachemire, État du nord de l'Inde, de très nombreuses femmes ont le statut de "demi-veuves". Ces femmes ne sont pas en mesure de prouver la disparition de

l'homme qui pourvoyait à leurs besoins, en exhibant son cadavre ou en produisant d'autres preuves acceptables. Elles ne sont donc pas considérées techniquement comme des veuves, statut qui leur donnerait droit à certaines formes d'assistance de l'État.²⁶

La situation des veuves de guerre n'est pas toujours aussi sombre. Les veuves de guerre tamoules au Sri Lanka ont fait preuve de courage en affirmant leur indépendance d'action et sont devenues un groupe "libéré" au sein d'une société extrêmement conservatrice. Une étude sri-lankaise voit dans cette génération de veuves, un groupe qui "rejette la conception hindoue du veuvage comme une condition négative et polluante qui les empêche de participer à de nombreux aspects de la vie communautaire".²⁷ Ces femmes ont redéfini le statut de la femme sans mari dans le contexte sud-asiatique; nombre d'entre elles se sont donné une nouvelle forme d'indépendance, se sont octroyé l'accès à la sphère publique ainsi qu'à l'emploi lorsque les possibilités d'embauche en milieu urbain sont accessibles. Cet exemple illustre comment certaines femmes ont su—contrairement à d'autres—tirer parti de la guerre: triomphe d'une mutation sociale déclenchée par des situations de détresse extrême.

Agressions sexuelles ciblées

Je dormais quand l'attaque a été lancée sur Disa. Les assaillants, tous en uniforme, m'ont emmenée. Ils ont pris des douzaines d'autres filles et nous ont fait marcher pendant trois heures. Pendant la journée, on nous battait et on nous disait: "Vous, les femmes noires, nous allons vous exterminer, vous n'avez pas de dieu". Pendant la nuit, nous avons été violées plusieurs fois. Les Arabes nous gardaient avec des armes et nous n'avons rien eu à manger pendant trois jours.

Une réfugiée du Darfour occidental (Soudan),
interviewée au camp américain de Goz (Tchad)
en mai 2004.²⁸

Le recours à la violence sexuelle dans les conflits armés est documenté depuis les temps anciens, mais il a pris récemment des proportions beaucoup plus importantes. Il existe des témoignages

d'agression sexuelle à grande échelle dans les conflits postcoloniaux. Lors de la partition du sous-continent indien entre l'Inde et le Pakistan en 1947, 100 000 femmes auraient été violées, enlevées et mariées de force.²⁹ Le viol a également été utilisé à des fins stratégiques en Corée pendant la Seconde Guerre mondiale, et au Bangladesh pendant la guerre d'indépendance de 1971.³⁰ Cependant, il faudra attendre les viols collectifs perpétrés en Bosnie-Herzégovine et leur traitement médiatique à l'échelle mondiale en 1992, puis ceux de 250 000 à 500 000 femmes pendant le génocide rwandais en 1994, pour que l'on prenne conscience de la réalité du viol en tant qu'arme de guerre. Par la suite, de très nombreux autres rapports officiels et officieux ont mis en exergue la question de la violence sexuelle, qui est apparue comme l'une des caractéristiques des hostilités en Afghanistan, en Algérie, au Timor oriental, au Libéria, dans le nord de l'Ouganda, au Soudan, en République démocratique du Congo, en Somalie et ailleurs. Il semble que le viol soit de plus en plus fréquent dans les conflits,³¹ mais le silence qui entourait auparavant cette question était tel qu'il est difficile de dégager des tendances.

Les formes de violence sexuelle et les circonstances dans lesquelles ces violences sont commises sont multiples et parfois extrêmes. Elles incluent le viol et la torture des femmes sous les yeux de leur mari, l'utilisation de canons de fusil et de couteaux, les agressions perpétrées sur des femmes enceintes et leur fœtus, la mutilation des seins et des zones génitales et d'autres horreurs que les femmes ont du mal à raconter. Certaines femmes et filles ont subi des viols collectifs à répétition; certaines ont survécu à des "camps de viol" où on les tenait captives et où elles étaient l'objet d'agressions sexuelles systématiques.³² Cette forme de viol rabaisse et humilie non seulement la femme elle-même mais aussi la population ou le clan auquel elle appartient. Au Rwanda et dans l'ex-Yougoslavie, le viol était utilisé comme stratégie pour subvertir les liens communautaires et même comme moyen d'"épuration ethnique".³³ Le champ de bataille trouve son prolongement à travers cette violation du corps des femmes, de leur sexualité et de leurs fonctions reproductives.

Pour les victimes, l'impact ne se limite pas au choc dévastateur sur le plan physique et psychologique; il se traduit aussi

Encadré 13.2 Le viol en tant qu'arme dans les conflits claniques de la Somalie

Entre 1991 et 1994, des milliers de Somaliennes ont été victimes de viol et d'agression sexuelle dans le cadre de conflits claniques. Ces atrocités étaient sans précédent dans l'histoire de la Somalie. Traditionnellement, les querelles et les conflits dans la société pastorale somalienne étaient régis par des codes sociaux qui protégeaient les femmes, les personnes âgées, les malades et les enfants des attaques, ou du moins garantissaient un châtiment en cas d'infraction à ces règles. Ces règles ont été abandonnées pendant les conflits qui se sont déclarés en 1991, au cours desquels des femmes et d'autres personnes non-combattantes ont été attaquées en toute impunité par des milices et des individus, causant un choc profond et durable aux Somaliennes.

De nombreuses femmes se sont enfuies au Kenya, où elles ont à nouveau subi des violences sexuelles dans les camps où elles avaient trouvé refuge. Comme elles représentaient 80 pour cent de la population de ces camps, elles vivaient dans l'insécurité et étaient exposées aux attaques de groupes de maraudeurs et de bandits (*shifto*) somaliens. Les militants des droits de l'homme ont pris connaissance d'agressions perpétrées à grande échelle, et le HCR a entrepris de mener une enquête complète. Voici un extrait de l'un des témoignages recueillis dans ces camps auprès de 192 femmes qui ont survécu à des viols:

“En juillet 1992, neuf *shifto* (bandits) armés ont fait irruption dans la maison en pleine nuit. Ils portaient des pantalons noirs, des vestes noires et des chapeaux enfoncés sur le visage. Je ne les connaissais pas. Ils avaient tous des armes à feu et portaient de grandes bottes de soldat. Ils m'ont attaché les mains derrière le dos. Ils m'ont interdit de crier et m'ont blessée avec leurs couteaux dans le haut des bras et à la tête. Ils m'ont donné des coups de botte. Ils m'ont sommée de leur donner tout l'argent que j'avais. J'avais fait quelques affaires au marché pendant la journée; ils avaient dû me suivre pour savoir où j'habitais. Je leur ai donné l'argent que j'avais enterré en lieu sûr. Puis trois hommes m'ont attrapée et entraînée à l'intérieur de la maison et m'ont violée. Pendant que l'un d'eux me violait, un autre me tenait une arme à feu contre la tête, menaçant de me tuer si je faisais du bruit. Ma fille de 10 ans s'est réveillée et a crié. Ils l'ont cognée à la tête avec leurs pistolets. Aujourd'hui encore, elle souffre de troubles [mentaux]. J'ai essayé de crier, mais les *shifto* faisaient fuir les gens en tirant en l'air.”

Source: Musse 2004.

par le divorce, le rejet de la famille ou l'ostracisme social. Dans de nombreuses cultures, une femme violée est couverte d'opprobre et la honte s'étend aussi à sa famille. Les Somaliennes n'avouent pas qu'elles ont été violées de peur d'être rejetées par la société ou par leur mari. A leur libération, les combattantes de la résistance palestinienne qui avaient été emprisonnées ont été rejetées par leur communauté, qu'elles aient été violées ou non. Certaines Irakiennes qui avaient été violées ou qui avaient été emprisonnées et dont on pensait qu'elle avaient été violées par leurs ravisseurs ont été contraintes au divorce et parfois même assassinées.³⁴

Selon une étude réalisée en Sierra Leone par *Physicians for Human Rights*, 11 pour cent des filles et des femmes des ménages ont subi des violences sexuelles liées à la guerre; 8 pour cent ont déclaré avoir été violées, mais d'autres qui ont déclaré avoir été enlevées, sont tombées enceintes, ont souffert de saignements, de douleurs ou d'une enflure du vagin, ou ont contracté une maladie sexuellement transmissible (MST), preuves qu'elles ont subi des rapports sexuels mais ne les ont pas avoués de peur d'être stigmatisées. Ces victimes ont été pour la plupart violées et pour un tiers enlevées; certaines ont été mariées de force et quelques-unes sont tombées enceintes.³⁵

D'après les estimations d'un rapport commandé par le Consortium sur la santé reproductive des réfugiés, le nombre de viols de guerre et d'autres agressions sexuelles commis au Kosovo se situerait entre 10 000 et 30 000. Cependant, des organisations sanitaires et des organismes des droits de l'homme—*Centers for Disease Control*, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, *Human Rights Watch*—n'ont pu vérifier ces chiffres et établir le nombre réel.³⁶ La "chape de silence" et les tabous qui pèsent sur les affaires de viol sont tels que très peu de cas ont été signalés. Il est fréquent que les grossesses consécutives à un viol arrivent à terme sans assistance médicale (au Kosovo, au Libéria, en Bosnie et en Sierra Leone). D'autres mères ont été par la suite rejetées par leur famille, ainsi que leurs enfants.

Mariages forcés et esclavage sexuel

Les populations des zones ravagées par la guerre, où il n'est plus possible de s'appuyer sur les anciennes règles sociales de protection des personnes sans défense, sont très conscientes de la menace pesant sur l'honneur des femmes. En Afghanistan, où

la guerre civile a sévi pendant plus de 20 ans, les familles envoyaient leurs jeunes filles épouser un parent d'une autre région par peur d'un enlèvement ou d'un mariage forcé imposé par les talibans. Cette pratique était une stratégie de protection contre les prédatons exercées par des jeunes gens en armes qui venaient prendre des fiancées par la force.³⁷

On dispose d'éléments attestant que, dans d'autres zones de conflit, les parents essaient de préserver leurs filles d'une agression sexuelle en les mariant très jeunes; il leur arrive aussi, quand ils sont à court de ressources, de les "vendre" en mariage.³⁸ Des études ont révélé que dans les camps de personnes déplacées du Burundi, par exemple, 55 pour cent des filles se mariaient précocement; dans les campagnes en proie à des troubles, le pourcentage était de 18 pour cent.³⁹ Les réfugiés somaliens de communautés minoritaires ont signalé que des filles de 13 ans étaient enlevées par la force et mariées à des chefs de milice; de tels mariages sont parfois arrangés avec les familles en contrepartie d'une "protection".⁴⁰ Le rapporteur spécial des Nations Unies sur la violence à l'égard des femmes a signalé en 1988 que les mariages forcés et la prostitution contrainte figuraient parmi les violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité indonésiennes au Timor oriental.⁴¹

Encadré 13.3 Filles devenues mères à la suite d'un enlèvement

Dans le nord de l'Ouganda et en Sierra Leone, les filles qui ont été enlevées pour être assignées comme épouses à des "commandants" de brousse et qui sont devenues mères sont dans une situation extrêmement difficile lorsqu'elles réintègrent leur communauté. Les enfants eux-mêmes sont souvent stigmatisés, privés des soins de santé élémentaires, de nourriture, de logement et de vêtements; leurs mères ont de la peine à subvenir à leurs besoins, et ces liens perturbés entre mère et enfant peuvent affecter le développement de l'enfant. A leur retour dans leur communauté, l'opprobre qui s'attache au fait d'avoir donné naissance à l'enfant d'un commandant rebelle, souvent plus grave que le fait d'avoir été violée, peut inciter les filles à se cacher et à éviter de se faire soigner dans des dispensaires ou dans le cadre de programmes où leur situation serait révélée. Il arrive que les nourrissons ne soient pas acceptés dans les communautés, ni même par leur mère. Ils sont considérés comme de futurs rebelles. Une équipe d'évaluation psychosociale UNICEF/Gouvernement de l'Ouganda a recueilli de nombreux témoignages dans ce sens: "Les jeunes mères ne veulent pas de leur bébé non désiré; nombre d'entre elles sont jeunes et veulent aller à l'école; elles ne peuvent le faire à cause de l'enfant. Elles sont tourmentées par le souvenir des agressions qu'elles ont subies" (jeune homme d'Adjumani, nord de l'Ouganda, 1998).

Source: McKay and Mazurana 2004.

L'esclavage sexuel ou le maintien de femmes en captivité pour assurer des services sexuels aux soldats combattants est une autre forme d'exploitation subie par les femmes en période de conflit. Ainsi, pendant la Seconde Guerre mondiale, l'armée japonaise a recruté de force des "femmes de confort" en Malaisie, en Indonésie et en Corée, et depuis, ces femmes réclament en vain réparation au Japon. Dans le nord de l'Ouganda, la *Lord's Resistance Army* mène une campagne systématique d'enlèvements de filles depuis le milieu des années 1990. Les personnes enlevées sont appelées "épouses" ou "aides", mais elles sont utilisées comme esclaves sexuels et asservies aux tâches domestiques. Elles sont assignées à des soldats en récompense de bons résultats et constituent une source de prestige et un symbole statutaire: plus le rang est élevé au sein de cette armée, plus grand est le nombre d'"épouses" attribuées. Lorsque celles qui avaient réussi à s'échapper ont été soumises à un examen médical, on a constaté qu'elles étaient presque toutes atteintes de MST.⁴²

Autres menaces sexuelles

Dans toutes les zones de conflit, les MST, notamment le VIH/sida, sont en nette augmentation. Cette forte prévalence est due au comportement sexuel prédateur des soldats, des pillards, des miliciens et aussi des forces de maintien de la paix. Selon le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), qui s'intéresse particulièrement aux soldats considérés comme l'un de nombreux groupes particulièrement vulnérables aux MST et notamment au VIH, le taux de contamination des forces armées est généralement deux à cinq fois plus élevé que celui des populations civiles, mais en temps de conflit, il peut être multiplié par 50 sinon plus.⁴³ Il arrive souvent qu'une épidémie de VIH se déclenche dans une population civile après le passage ou le stationnement d'une armée dans la région. Au Rwanda, en 1992, le taux d'infection au VIH était élevé dans les zones urbaines (27 pour cent des femmes enceintes examinées dans les services de consultations prénatales), mais il n'était que de 1 pour cent dans les zones rurales. En 1997, le bouleversement démographique consécutif

au génocide de 1994 avait presque gommé la différence entre les agglomérations et les campagnes.⁴⁴ Étant donné la difficulté de collecter des statistiques sur la santé dans les zones de conflit, la corrélation entre propagation du VIH et conflits ne peut être démontrée de façon catégorique mais elle est largement admise. Au Rwanda, certaines milices *interahamwe* avaient l'intention déclarée de répandre le VIH par le viol.⁴⁵

Le problème des MST chez les femmes est aggravé par les nombreux viols et par le fait que la misère pousse beaucoup de femmes à se prostituer pour survivre. C'est précisément lorsque les femmes ne savent plus où trouver les ressources nécessaires pour vivre et faire vivre leur famille que la demande de services sexuels augmente, surtout quand sont présentes des armées extérieures ou des forces de maintien de la paix des Nations Unies qui ont de l'argent à dépenser. Un séminaire sur les conséquences sociales du processus de maintien de la paix au Cambodge, qui s'est tenu à Genève en 1992, a montré que la croissance de l'industrie des "loisirs et activités récréatives" avait eu des répercussions non seulement sur les femmes mais aussi sur les enfants, ces derniers étant de plus en plus attirés dans le commerce du sexe.⁴⁶ Des experts indépendants de l'UNIFEM, qui ont présenté un rapport en 2002, en ont parlé comme d'un phénomène propre à plusieurs zones de conflit où ils se sont rendus, notamment dans la République démocratique du Congo, en Sierra Leone, au Cambodge et dans l'ex-Yougoslavie. Radhika Coomaraswamy, ancien Rapporteur spécial des Nations Unies sur la violence à l'égard des femmes, a enjoint à l'Organisation des Nations Unies de prendre des mesures draconiennes pour empêcher que des membres des forces de maintien de la paix ne se livrent à des actes de violence sexuelle à l'égard des femmes, et de punir de tels actes où qu'ils se produisent.⁴⁷

Bien que la définition de la traite soit encore controversée, il y a, semble-t-il, une corrélation entre les situations de guerre et de conflit et l'intensification de la traite des êtres humains, en particulier de femmes et de filles. Cela tient en partie au fait que les bouleversements sociaux et la paralysie des systèmes judiciaires ou des services de répression permettent à ce commerce lucratif de se développer facilement. En outre, il existe une corrélation entre, d'une part, la destruction de la vie

économique et la misère des familles, et d'autre part, le recours à des moyens de survie extrêmes, tels que la prostitution des adultes et même de leurs enfants. L'absence de contrôles frontaliers efficaces en temps de conflit a contribué à créer un environnement favorable à la traite des femmes.⁴⁸ La traite des personnes aurait augmenté de 50 pour cent entre 1995 et 2000. Elle provient surtout de pays en proie au chaos et s'explique essentiellement par les difficultés économiques qui en découlent; d'après l'Organisation internationale pour les migrations, la majorité des victimes seraient des femmes, souvent destinées à la prostitution.⁴⁹ Dans un pays en guerre comme la Colombie, pour ne prendre que cet exemple, un organisme de lutte contre la traite estime à 50 000 le nombre de femmes qui sont ainsi "exportées" chaque année (voir également les chapitres 7 et 10 à propos des controverses concernant la traite des êtres humains).⁵⁰

LES FEMMES SOLDATS

Même si la violence armée est généralement considérée comme une activité d'homme, les femmes jouent depuis longtemps un rôle militaire actif dans les guerres et les révolutions. Leur implication en tant que combattantes retient davantage l'attention depuis quelque temps, en particulier depuis l'apparition de femmes kamikazes dans les rangs des Tigres de la libération de l'Elam tamoul au Sri Lanka, dans l'Intifada palestinienne et parmi les insurgés tchéchènes. Des femmes ont été des combattantes de la liberté dans les luttes de libération des années 1970 et 1980 au Mozambique, au Zimbabwe et en Namibie; elles l'ont aussi été au Nicaragua, au Viet Nam et en Afrique du Sud, où elles ont été entraînées et ont combattu aux côtés des hommes dans les forces de l'*African National Congress* (ANC).⁵¹ Certaines portent les armes ou servent des commandants militaires sous la contrainte mais d'autres s'identifient à la cause que défendent leurs parents et leurs proches. Les femmes ne participent pas uniquement à des luttes révolutionnaires et radicales: des mouvements chauvinistes ou nationalistes comptent des femmes parmi leurs membres actifs et leurs principaux soutiens. Ainsi, on trouve des femmes combattantes

dans différents contextes politiques—démocratique, révolutionnaire et autoritaire—et aussi bien dans des États forts que dans des États faibles.

Depuis quelques années, l'attention se porte sur le recrutement d'"enfants soldats" aussi bien dans des forces organisées que dans des milices, phénomène qui a été facilité par l'arrivée sur le marché d'armes légères et d'armes automatiques faciles à manier. La plupart de ces enfants soldats (moins de 18 ans) sont des garçons, mais pas tous, loin s'en faut. Entre 1990 et 2003, des filles faisaient partie des forces combattantes de 55 pays et ont pris part à des combats dans 38 pays où sévissaient des conflits armés internes.⁵² Beaucoup ont été enlevées et contraintes de servir comme combattantes ou d'assumer d'autres fonctions; dans les guerres intestines d'Afrique, où la présence de filles dans les groupes armés est extrêmement courante, l'idée que nombre d'entre elles auraient choisi librement cette voie est contestée dans la mesure où elles n'avaient probablement pas d'alternative réaliste.

Les femmes ont combattu et apporté leur soutien politique dans les guerres civiles de pays d'Amérique centrale tels que le Guatemala, El Salvador et le Nicaragua. Dans ce dernier pays, au plus fort de la lutte des Sandinistes contre le régime du Président Anastasio Somoza, pendant la période 1977-79, les femmes constituaient 25 à 30 pour cent des combattants;⁵³ après le renversement du régime, elles conservèrent un rôle central dans la transition de la lutte armée à la conduite du pays. En El Salvador, où l'on dispose de meilleures statistiques, la Mission d'observation des Nations Unies (ONUSAL) a estimé que les femmes représentaient 29 pour cent des combattants et 37 pour cent des cadres politiques. Au Guatemala, selon les données de l'*Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca* (Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque, ou URNG), les femmes représentaient 15 pour cent des combattants et 25 pour cent des cadres politiques (voir les figures 13.3 et 13.4). Il est intéressant de noter que les femmes du Guatemala ont mieux tiré leur épingle du jeu lors du règlement de paix que celles d'El Salvador, en partie parce que le règlement du conflit au Guatemala est survenu six ans plus tard et tenait compte de la prise de conscience des droits des femmes et des pressions exercées par la société civile.⁵⁴

Dans la rébellion armée maoïste du Népal, on pense qu'un tiers des cadres de la guérilla et environ la moitié des responsables de grade intermédiaire sont des femmes.⁵⁵ Ces chiffres, qui proviennent d'entretiens avec les dirigeants maoïstes et d'informations recueillies sans grande rigueur, ne peuvent être vérifiés mais ils paraissent vraisemblables. Le Népal est un pays pauvre, rural et montagneux, et les rebelles maoïstes ont leurs bases dans les zones les plus défavorisées et les plus reculées. La plupart des zones rurales comptent peu d'hommes, car ceux-ci sont allés chercher du travail dans la capitale, Katmandou, ou dans d'autres villes, de l'autre côté de la frontière avec l'Inde. Les femmes restent au pays pour s'occuper de la ferme et de la famille et tentent tant bien que mal de joindre les deux bouts. L'État étant pratiquement absent, ce sont les maoïstes qui assurent l'administration, les services et la sécurité de nombreuses communautés. Il n'est donc pas surprenant que leur idéologie soit attrayante et que les femmes, aux prises avec la misère et d'insurmontables difficultés, intègrent en force les cadres de la guérilla.

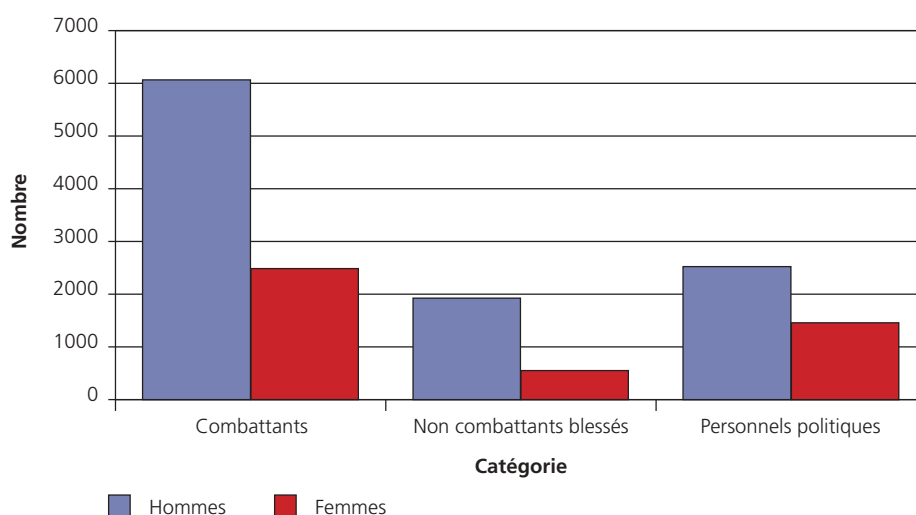
Dans certains pays, notamment dans le nord de l'Ouganda et dans l'ouest du Soudan, des femmes ont pour fonction de soutenir et de stimuler les combattants. Tel est le cas des Hakkamat du Darfour, qui, à l'instar d'autres groupes de femmes dans de nombreux pays africains, organisent des pratiques rituelles d'encouragement par le chant et la danse. On rapporte que lors des attaques récemment menées par la milice Janjaweed contre des villages de la région, les Hakkamat ont accompagné les combattants par des youyous et des chants guerriers, proclamant que les villageois africains allaient être chassés et que "notre bétail ira paître sur leurs terres". D'après des témoignages recueillis par Amnesty International, les femmes Hakkamat jouent le rôle d'intermédiaires pendant les attaques et, bien qu'elles ne participent pas activement aux combats, prennent part aux opérations de pillage; il est arrivé qu'elles regardent leurs hommes violer d'autres femmes.⁵⁶

LES EFFETS DE LA GUERRE SUR LE RÔLE SOCIAL DES FEMMES

Pendant qu'elles se déroulent et en raison des changements qu'elles provoquent dans la classe dirigeante et dans les rapports de force, les guerres transforment le mode de fonctionnement des sociétés. Et surtout quand elles durent longtemps, elles détruisent l'économie et en altèrent les principales structures telles que les modes de subsistance, les moyens de survie et la répartition des tâches. Ces changements ont d'importantes retombées sur les relations hommes-femmes. D'un côté, les femmes risquent de perdre leur activité professionnelle et commerciale et de sombrer dans la pauvreté, comme ce fut le cas en Bosnie-Herzégovine, ou encore, comme dans bien des conflits africains—ceux de l'Angola, du Rwanda et de l'Ouganda, par exemple—de ne plus avoir accès à la terre ou à des terres cultivables. Mais d'un autre côté, leur lutte pour la survie peut les amener à entreprendre des activités nouvelles, voire, dans le cadre de l'aide internationale et non gouvernementale, d'acquiescer une formation et d'accéder à des emplois d'enseignantes, de soignantes et d'assistantes sociales. Beaucoup d'auteurs féministes ont fait observer que de cette façon, les femmes acquiescent souvent pour la première fois des droits sociaux, économiques, voire politiques, même si cela faisait peser sur elles des charges qui sont à la limite de leurs forces.

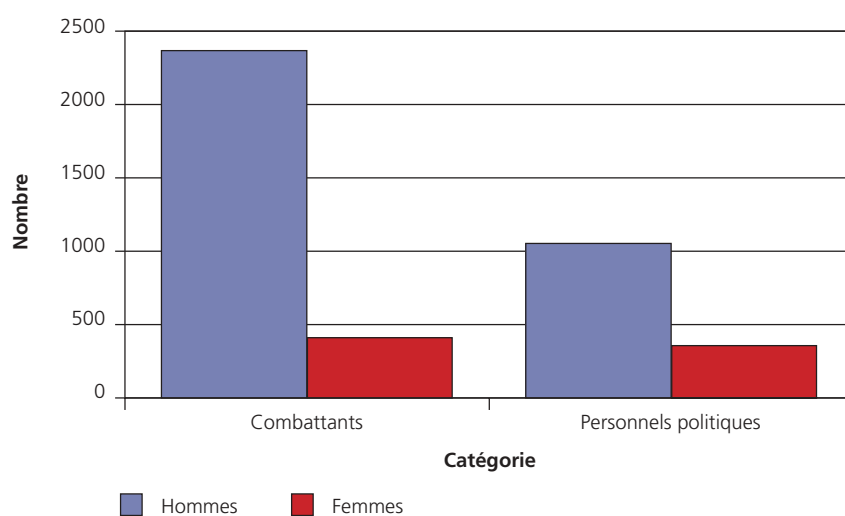
Dans leur rôle social aussi, les femmes doivent assumer des responsabilités supplémentaires, surtout si elles sont séparées de leur foyer et d'autres membres de la famille, notamment des hommes à qui il incombe normalement de nourrir, de protéger et de diriger la famille. Des charges supplémentaires peuvent également leur échoir par suite de l'effondrement de services, en particulier des services de santé à proximité des zones de combat. La disparition de ces services peut les affecter personnellement, mais c'est dans leur rôle de dispensatrices de soins à leurs enfants, aux personnes âgées et aux personnes handicapées, ainsi qu'aux orphelins et aux autres membres de la famille qui leur sont confiés pour cause de décès ou de blessure, qu'elles sont le plus éprouvées par l'absence de services essentiels à la vie quotidienne.

Figure 13.3 Composition ventilée par sexe du Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN) en El Salvador; classement par catégorie de démobilisation



Source: Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL), cité dans Luciak 2004.

Figure 13.4 Composition ventilée par sexe de l'Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG) au Guatemala, par catégorie de démobilisation



Source: URNG 1997, cité dans Luciak 2004.

Les épidémies de maladies infectieuses ou la pénurie d'aliments nutritifs sont très graves pour les petits enfants; ce sont les femmes et leurs filles aînées qui doivent faire face à la maladie et au manque de vivres dont souffre la famille, en cherchant assistance auprès de programmes d'alimentation où elles emmènent les enfants; sauf à assumer la responsabilité de leur disparition.

Répercussions sur la santé et les services de santé

La santé des femmes est en danger à cause des MST, des troubles physiques et psychologiques consécutifs aux viols et de l'absence de soins génésiques. Elles accouchent parfois sans assistance médicale ou dans des situations extrêmement difficiles, en fuite par exemple. Elles ont encore beaucoup plus de peine qu'en temps normal à pourvoir aux besoins des enfants et des malades ou des infirmes de la famille, et elles doivent de surcroît soigner les blessés. Or, bien souvent, les dispensaires ont été détruits et pillés, les personnels de santé ont disparu, médicaments et équipements médicaux sont introuvables et toute assistance médicale est hors de portée à cause des combats. Dans un rapport en 1992 sur la situation des femmes et des enfants afghans, l'UNICEF décrit la scène suivante: "Quelques femmes de ce quartier pauvre s'étaient rassemblées sur le toit des maisons et discutaient des services de santé de la région... Ces femmes étaient obsédées par leurs problèmes quotidiens de survie et ne pouvaient pas parler d'autre chose".⁵⁷

La responsabilité de veiller au bien-être de la famille a d'autres conséquences sur la santé des femmes. Il est attesté qu'elles réduisent fréquemment leur ration alimentaire pour préserver l'état nutritionnel d'autres membres de la famille, les hommes valides ou les enfants selon les normes culturelles.⁵⁸ Dans certaines zones de conflit ou pour parer à l'indigence des camps de personnes déplacées, l'alimentation est complétée par des aliments dits "de famine", qui sont consommés uniquement en période d'insécurité alimentaire grave. Les produits de ce type, comme le manioc (Afrique occidentale et centrale), ont une faible valeur nutritive et requièrent une longue et laborieuse préparation pour perdre leur toxicité.

Les médecins et le personnel médical prennent souvent la fuite lorsque leurs conditions de travail deviennent trop dangereuses. En Bosnie-Herzégovine, 40 pour cent des médecins et 30 pour cent du personnel infirmier ont quitté le pays pendant la guerre. Au Rwanda, plus de la moitié du personnel de santé a été tué pendant le génocide, l'infrastructure a été détruite et les services administratifs ont été désorganisés.⁵⁹ En Ouganda, plus de la moitié des médecins et 80 pour cent des pharmaciens ont quitté le pays entre 1972 et 1985.⁶⁰ Dans ces conditions, les femmes sont obligées d'improviser leurs propres systèmes de soins et de s'en remettre à leur seul savoir. Celles qui ont un minimum d'expérience en tant qu'accoucheuses traditionnelles sont appelées dans les camps de réfugiés pour aider aux accouchements, et beaucoup participent à la mise en place de services de santé de base et d'autres services sociaux élémentaires tels que des centres de distribution de nourriture pour les enfants, des services d'accompagnement psychosocial et des écoles.⁶¹ Des experts indépendants de l'UNIFEM qui ont étudié les conséquences de la guerre sur les femmes, ont recensé une série de facteurs liés à l'appartenance au sexe féminin et au rôle social des femmes, qui contribuent à mettre la santé de celles-ci en danger et leur barrent l'accès à certains services.⁶²

Déplacement et exil

On nous a donné des papiers d'identité de réfugiés et on nous a expliqué quels étaient notre statut, nos droits et comment obtenir de l'assistance. C'est à ce moment là que j'ai pris conscience de ce que j'avais perdu. J'ai perdu ma patrie et ma personnalité.

Une réfugiée bosniaque⁶³

L'escalade de la violence et la montée de l'insécurité obligent souvent des populations entières à se déplacer. Ces déplacements à l'intérieur du pays ou au-delà des frontières—vers des pays limitrophes dans un premier temps—ont souvent un effet dévastateur sur les personnes concernées et représentent un poids énorme pour les habitants et les autorités du pays d'accueil. Celles qui migrent à l'intérieur de leur propre pays

sont appelées “personnes déplacées” et celles qui passent les frontières sont des “réfugiés”. Dans certaines parties du monde, notamment dans les régions de l’Afrique subsaharienne où les frontières nationales séparent des ethnies sœurs, ces désignations sont plus administratives que réelles. La proportion de femmes et d’enfants dans les populations de réfugiés et de personnes déplacées est communément estimée à 80 pour cent et, d’après une étude récente, la proportion d’hommes et de femmes de plus de 18 ans est à peu près la même.⁶⁴ Toutefois, les femmes représentent une plus faible proportion des demandeurs d’asile, ceux-ci étant en général des hommes jeunes qui ont quitté des camps de réfugiés ou leur pays d’origine dans l’idée que les femmes les rejoindraient plus tard.

Selon le HCR, l’effectif de ceux qu’il est convenu d’appeler des réfugiés est passé de 2,4 millions en 1975 à 14,4 millions en 1995. À la fin de 2003, la population mondiale des réfugiés était tombée à 9,7 millions.⁶⁵ Mais l’*US Committee on Refugees*, qui inclut dans ses calculs les personnes déplacées à l’intérieur de leur propre pays, estime que l’effectif global est passé de 22 millions en 1980 à 38 millions en 1995, dont environ 50 pour cent de personnes déplacées.⁶⁶ Une analyse des tendances indique que le nombre de réfugiés par conflit a pratiquement doublé entre 1969 et 1992, passant de 287 000 à 459 000. Quant aux personnes déplacées, leur nombre par conflit a davantage augmenté puisqu’il est passé de 40 000 en 1969 à 857 000 en 1992.⁶⁷ Le HCR estime qu’environ la moitié des réfugiés du monde sont des femmes et que cette proportion est plus importante dans les groupes âgés⁶⁸ (voir les figures 13.5 et 13.6).

Les statistiques ne rendent pas compte de la souffrance de ces familles déchirées qui n’ont plus ni foyer ni biens, parties en laissant derrière elles des êtres jeunes ou âgés incapables de survivre à des voyages longs et dangereux, de ces existences maintes fois brisées et recommencées. “En 1984, nous avons dû fuir. Moi je n’ai rien pris, pensant que nous reviendrions le lendemain et que nous retrouverions la paix et la tranquillité. En fait, cela a duré des mois et des mois. Dans le pays où nous avons trouvé refuge, nous avons terriblement souffert: pas de maison, pas de nourriture, presque tout le monde était malade. Les enfants mouraient jour après jour”, raconte un réfugié

originaire du Tchad.⁶⁹ Les réfugiés et les personnes déplacées sont généralement hébergés dans des camps rudimentaires et insalubres, où il n’y a pas toujours assez d’eau et de nourriture, ni d’assistance médicale, d’école ou d’autres services. Pourtant, il arrive aussi que le camp offre aux femmes de pays extrêmement pauvres, comme l’Afghanistan et la Somalie, l’occasion d’accéder pour la première fois à des services de médecine et de santé génésique modernes⁷⁰ et aussi d’apprendre à lire et à écrire, et de prendre en main leur propre destin:⁷¹ l’expérience du déplacement pour éprouvante qu’elle soit, peut aussi avoir de bons côtés.

Le choc de l’abandon, l’angoisse d’avoir laissé derrière soi ses proches, ses biens et sa terre et le trauma provoqué par le spectacle de massacres et de destructions causent parfois de graves dégâts. La condition de réfugié, et le sentiment de dépendance et d’impuissance qui l’accompagne inévitablement, peuvent entraîner une dépression. Les camps de personnes déplacées sont des terreaux favorables au mécontentement et à la rancœur. Ce sont de véritables viviers pour les adeptes de la violence et les groupes terroristes, et aussi des sources de tensions et de conflits avec la population hôte. Lorsqu’ils accueillent principalement des femmes et des enfants, comme c’est le cas dans la plupart des conflits africains, celles-ci sont à la merci de bandes de pillards venant de l’extérieur mais aussi du personnel de sécurité ou de “commandants” qui sévissent dans leurs propres rangs. Leur souffrance a été portée à l’attention de la communauté internationale en 1993, date à laquelle des atrocités sexuelles commises à une grande échelle dans des camps de réfugiés somaliens du nord du Kenya ont été dénoncées par des organisations internationales des droits de l’homme et par le HCR.⁷² Depuis, la question de la protection des femmes et des filles est traitée beaucoup plus sérieusement dans tous les camps de réfugiés.

La promiscuité, la difficulté d’élever les enfants et de garder la famille en bonne santé dans les conditions des camps, le manque d’hygiène et l’insécurité personnelle font que l’expérience des camps éprouve davantage les femmes. Les problèmes de santé risquent de s’accumuler. Une étude sur les réfugiés somaliens a indiqué que pas moins de 70 pour cent des femmes en âge de procréer souffraient d’anémie, probablement à cause

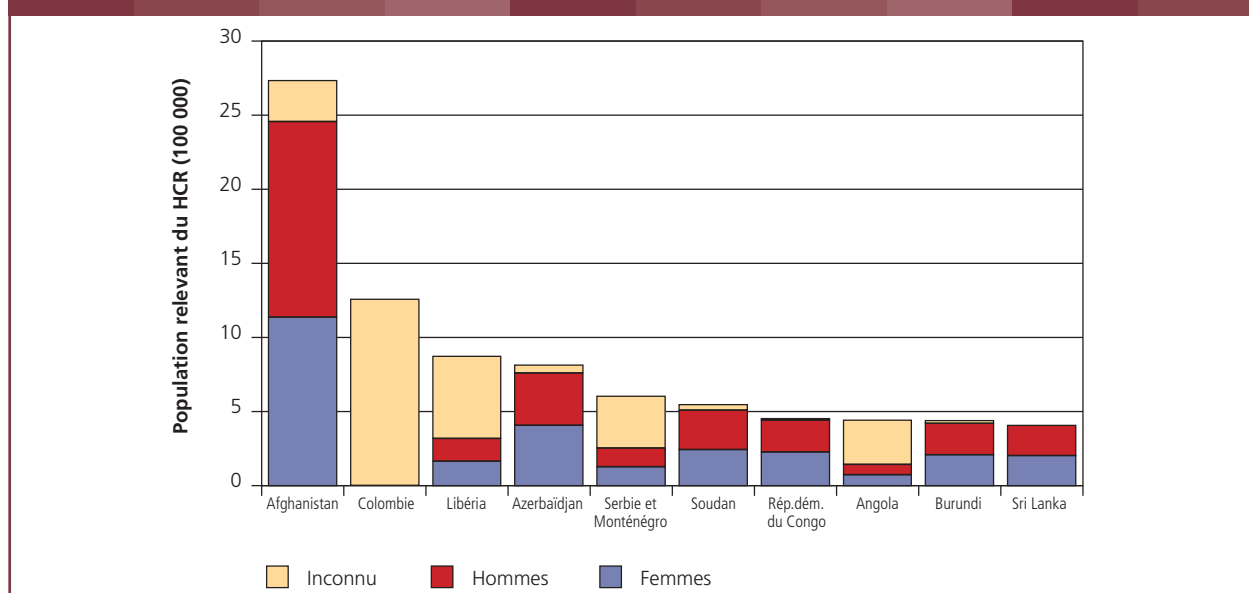
d'une alimentation carencée en fer ou à cause du paludisme qui épuise les réserves en fer de l'organisme.⁷³ Les populations des camps sont également sujettes à des épidémies de maladies diarrhéiques, dues à la médiocrité des installations d'assainissement et de l'approvisionnement en eau. Par exemple, sur 500 000 Rwandais qui ont fui en 1994 vers la République démocratique du Congo (qui était alors le Zaïre), près de 50 000 sont décédés par suite d'une maladie diarrhéique au cours du premier mois. C'est chez les enfants de moins de cinq ans et chez les femmes que le taux de mortalité a été le plus élevé.⁷⁴

Pourvoyeuses et travailleuses

Dans les camps, le ravitaillement en nourriture et autres produits de première nécessité étant rarement régulier ou suffisant, les femmes doivent parfois le compléter en vendant des objets qu'elles avaient gardés comme souvenirs ou en montant un petit commerce. Elles vont chercher du bois de

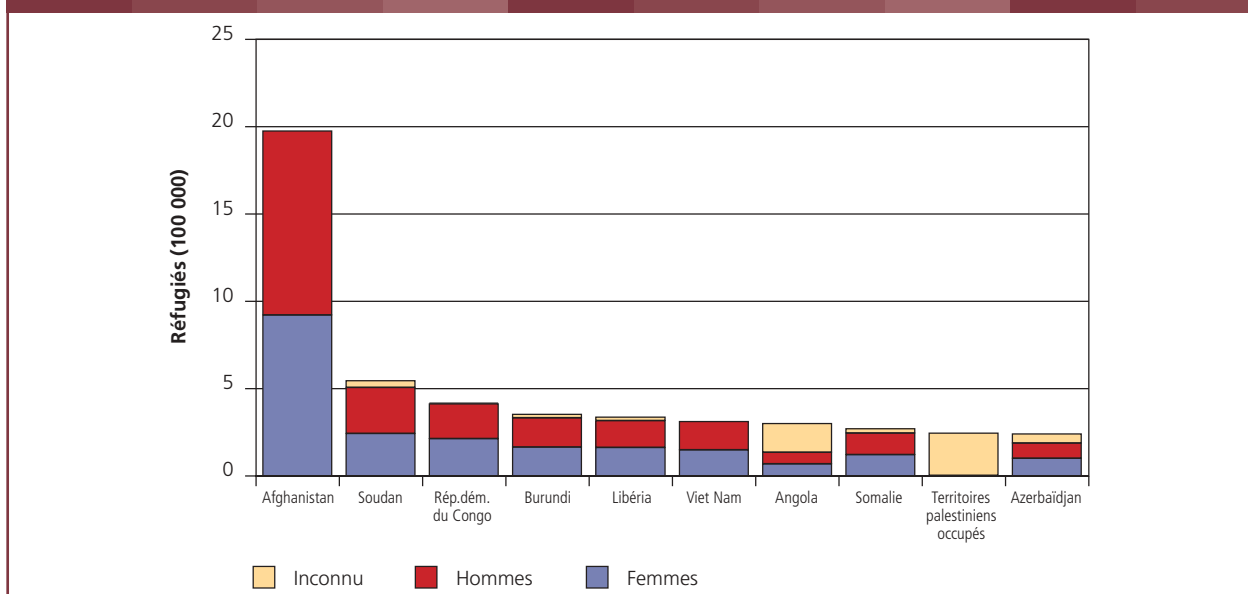
chauffe ou de l'eau pour les vendre. Il arrive souvent que des autorités locales—légales ou dirigeants *de facto*—s'opposent à la mobilité et aux activités des femmes ou les empêchent d'accéder aux organisations internationales qui apportent des secours. En 1998, par exemple, le Mouvement national pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) a lancé une campagne de violences visant à provoquer des déplacements de populations civiles des campagnes vers les grandes villes; ayant ainsi fait entrer plus d'un million de villageois dans les villes de Huambo, Kuito et Malange, l'UNITA leur a ensuite coupé toute possibilité de ravitaillement.⁷⁵ En Angola, la guerre a duré 27 ans et ne s'est terminée qu'avec la mort du leader de l'UNITA, Jonas Savimbi, en février 2002; la longue histoire de cette guerre est faite d'épisodes de famine, de misère et de déplacement des populations civiles, et les femmes ont dû aller à la limite de leurs forces pour subvenir aux besoins de leur famille.

Figure 13.5 Principaux pays d'origine comptant la plus vaste population relevant du HCR, données ventilées par sexe (fin 2003)



Note: La population qui relève du HCR comprend les catégories suivantes: réfugiés, demandeurs d'asile, réfugiés rapatriés, personnes déplacées dans leur propre pays, personnes déplacées rentrées dans leurs foyers, réfugiés-demandeurs d'asile et personnes diverses/inconnues. L'effectif de la population provenant des principaux pays d'origine ne correspond pas toujours à l'effectif total car les données concernant certains pays de résidence ne sont pas disponibles.

Source: HCR à paraître.

Figure 13.6 Principaux pays d'origine comptant le plus grand nombre de réfugiés, données ventilées par sexe (fin 2003)

Note: Le nombre total de réfugiés des principaux pays d'origine ne correspond pas nécessairement au nombre réel parce que les données de certains pays de résidence ne sont pas disponibles.

Source: HCR à paraître.

Pendant l'occupation soviétique de l'Afghanistan, de 1979 à 1989, l'insurrection et la contre-insurrection menées dans les campagnes ont provoqué la faillite de l'économie rurale et, comme elles s'accompagnaient d'une initiative d'aide humanitaire à motivation politique, elles ont fait fuir des millions de citoyens vers des camps situés au-delà de la frontière avec le Pakistan et en Iran. Entre 1979 et 1992, 6 millions de personnes, soit plus d'un cinquième de la population, auraient quitté leur région pour devenir des réfugiés ou des personnes déplacées dans des villes afghanes. La transformation de la société et de l'économie rurale a eu des répercussions contradictoires sur le rôle des femmes, sur les relations hommes-femmes et sur l'affirmation du pouvoir patriarcal. Comme dans d'autres contextes agités, les communautés qui envoyaient leurs hommes combattre ont assigné aux femmes de nouvelles responsabilités dans la gestion quotidienne de leur ménage.⁷⁶

En l'absence des hommes, qui sont partis aux combats, les femmes sont investies provisoirement du rôle de chef de famille

et sont chargées du ravitaillement en nourriture, qu'elles aient ou non la possibilité de cultiver, de se déplacer ou de trouver un quelconque emploi rémunéré. Ainsi s'opère, au sein des ménages et des communautés, un transfert des obligations économiques et sociales des hommes aux femmes, et cela dans toutes les situations de conflit, aussi différentes soient-elles. Dans les zones rurales, les femmes doivent s'occuper des cultures et du bétail; dans les villes, elles se mettent généralement à leur compte ou exercent des emplois occasionnels. Même quand la guerre ouverte est terminée et que la situation reste simplement tendue et instable, avec des hostilités sporadiques, comme dans le sud de la Somalie, la volonté ou la capacité des hommes de subvenir aux besoins du ménage peut s'être désintégrée: "Maintenant, nous obéissons à nos femmes. Les femmes vendent des tomates, du maïs, etc., et les hommes sont entretenus par leurs épouses. Ce sont elles qui nous aident à traverser cette période difficile... Voilà comment nous vivons." C'est ainsi qu'un notable de la ville côtière assiégée de Brava a décrit

la vie de sa communauté à un chercheur qui réalisait une étude pour l'Association de Coopération et de Recherche pour le développement (ACORD).⁷⁷

Dans certaines situations, la charge de famille échoit à de très jeunes filles: dans le Rwanda de la période post-génocide, on a estimé à 45 000 le nombre de ménages dirigés par des enfants, dont 90 pour cent étaient des filles.⁷⁸ Certaines femmes vivent les changements qui s'imposent à elles comme une libération de l'ancien ordre social. Certaines trouvent du travail auprès d'ONG dans des camps de secours ou créent leurs propres groupes d'entraide. Les crises sociales offrent souvent la possibilité d'ouvrir un "espace politique" et de repousser les barrières sociales, et les guerres ne font pas exception à cette règle.⁷⁹ De nombreuses femmes vivant dans les camps de réfugiés ou dans la diaspora créée par le conflit ont tiré parti de programmes d'éducation et de leur rencontre avec un monde plus vaste. Une fois la paix rétablie, elles retournent à la "vie normale" avec le désir d'élargir les possibilités d'instruction des filles, de les pousser à gagner leur vie de manière indépendante et à faire leur propre choix de vie, perspective qui était inconcevable dans la culture où elles ont grandi.

LES FEMMES ET LA RECHERCHE DE LA PAIX

Au cours de ces dix dernières années, les chercheurs et les organisations œuvrant pour la paix se sont beaucoup intéressés à la capacité des femmes de mettre un terme à un conflit et au rôle qu'elles jouent effectivement à cet égard. Selon le point de vue classique, les femmes n'ont, par nature, aucun penchant pour la guerre et la violence, et la féminité ou la féminité tend à s'exprimer automatiquement par un besoin de paix. Cette hypothèse, contestée par une récente critique féministe, apparaît trop réductrice au vu du rôle actif que certaines femmes ont joué dans des conflits ou dans le soutien à une cause. Toutefois, le point de vue prévaut que les femmes, pour des raisons biologiques ou sociales, ont une plus forte motivation pour la paix que les hommes et des aptitudes particulières à

la résolution des conflits. Le code de conduite de 1998 d'*International Alert* dispose ce qui suit: "Nous reconnaissons explicitement le rôle particulier et distinct de maintien de la paix joué par les femmes dans les communautés affligées par un conflit. Les femmes et les organisations féminines renferment souvent d'importantes capacités locales importantes qui peuvent être mises au service de l'établissement de la paix".⁸⁰ Cette perception a récemment induit une série d'activités internationales visant à explorer et promouvoir des initiatives féminines en faveur de la paix.

Selon une interprétation, l'instinct "guerrier" manifesté par certaines femmes procéderait de leur volonté de réduire la violence plutôt que de l'intensifier. Il existe de nombreux exemples de femmes qui ont le courage de résister à la violence ou qui s'interposent pour empêcher une agression armée. Les femmes des territoires palestiniens, par exemple, ont souvent affronté les soldats israéliens chez elles ou dans leur quartier, avec une bravoure égale, voire supérieure, à celle des hommes.⁸¹ Dans le nord de la Somalie, des femmes ont organisé des sit-in pour prévenir des hostilités entre clans belligérants. Nombre de ces actions spontanées peuvent être perçues comme une tentative de réduire le carnage quotidien de la guerre ou de protester contre ses conséquences, plutôt que comme des efforts destinés à amener les parties belligérantes à trouver un terrain d'entente. Des manifestations de protestation comme celle des Mères de la place de Mai en Argentine pendant la crise des "disparus" à la fin des années 1970 et au début des années 1980 peuvent se déclencher spontanément et perdurer pendant de nombreuses années. Elles contribuent à l'image de la femme artisan de la paix, jouant un rôle emblématique dans le rétablissement d'un ordre social fondé sur des valeurs morales et humaines.

Agir au cœur de la guerre

Au plus chaud des combats, l'action des femmes consiste dans une large mesure à porter secours à leur voisinage ou à leur communauté, parfois dans le cadre d'un groupe religieux ou culturel, ou en tant que membres de quelque organisation bénévole féminine. Bien que pour ce faire, elles doivent souvent

surmonter des obstacles politiques et militaires épineux—traverser des lignes ennemies ou tenir tête aux chefs de milice qui essaient de mettre la main sur leurs provisions, par exemple—et faire preuve d'un esprit stratégique digne de n'importe quelle unité commando, cette action est généralement qualifiée de “charitable”, “humanitaire” ou “sociale”, et son importance politique n'est pas reconnue.⁸²

Cette importance est en revanche reconnue par ceux dont l'action des femmes va à l'encontre des intérêts. Rajani Tirangana, poétesse et écrivain sri-lankaise dont les écrits condamnent avec force la violence des conflits, faisait partie d'un groupe de femmes qui avait créé le Centre Poorani pour les femmes à Jaffna, le bastion tamoul. Ce centre hébergeait des victimes de la guerre, notamment des femmes violées et leurs enfants. En 1989, Rajani a été tuée parce que ses activités représentaient une menace pour les instigateurs du conflit.⁸³ L'engagement politique et la prise de risque sont indissociables de toute activité de ce type. À Mogadiscio, en Somalie, lors de la famine provoquée entre 1991 et 1993 par des combats avoués, les femmes qui s'activaient sur le terrain couraient le même risque. Elles ont mis leur vie en danger en tenant cantine malgré les attaques ciblées d'hommes armés. En acheminant les aliments par petites quantités dans un millier d'endroits différents et en les cuisant immédiatement pour les dévaluer en tant que matières premières, elles déjouèrent les plans des seigneurs de la guerre qui tentaient de voler leurs provisions. Ce programme a sauvé plus d'un million de vies, mais sa coordinatrice, menacée de mort, a été contrainte de s'exiler.⁸⁴

D'autres groupes de femmes se sont constitués pour prêter assistance aux victimes d'agression ou de viol ou à celles qui sont endeuillées, ouvrant des permanences, des refuges ou des centres où les femmes peuvent rechercher ensemble des solutions à des problèmes communs. De très nombreuses organisations de ce type se sont créées en Bosnie-Herzégovine et en Croatie au début des années 1990, surtout pour faire face au problème généralisé des agressions sexuelles, et elles sont restées en activité par la suite, protégeant les victimes et s'opposant activement à la guerre, à la violence et à l'extrémisme nationaliste.⁸⁵ La ligne de démarcation entre assistance et opposition à la guerre ou anti-militarisme est parfois extrêmement ténue.

En Russie, le Comité des mères de soldats a manifesté dans les rues, fait pression auprès de dirigeants d'institutions publiques et employé d'autres moyens pacifiques pour récupérer des jeunes de l'armée russe avant qu'ils ne soient contaminés par la culture de la violence.⁸⁶ Parmi les ONG créées par des Afghanes instruites du milieu urbain et vivant en exil figurait l'Association révolutionnaire des femmes d'Afghanistan (RAWA), organisation controversée fondée en 1977. La RAWA a lancé une campagne politique, des actions de sensibilisation ainsi que des activités d'assistance humanitaire en faveur des femmes et des enfants.⁸⁷

La création, par des femmes, d'ONG regroupant des citoyens ordinaires pour mener des activités à la fois humanitaires, sociales et éducatives au plus fort des luttes armées tout en œuvrant pour la paix, contribue à instituer le rôle de la femme en tant qu'actrice de la société civile et l'aidera par la suite à revendiquer un rôle plus important dans la société, une fois le conflit terminé. Des femmes d'Afghanistan, d'ex-Yougoslavie, de Somalie, de Colombie, de Sri Lanka ou d'ailleurs, qui se sont alliées dans cet esprit à d'autres femmes également touchées par la guerre, ont acquis la force et une capacité insoupçonnée de fixer des objectifs et de faire le nécessaire pour les réaliser, sans être guidées ou dirigées par des hommes.

Les initiatives de paix informelles des femmes

Entre l'action communautaire en faveur des victimes de la guerre et la participation aux efforts de paix, il n'y a qu'une nuance conceptuelle. Une étude récente sur les initiatives individuelles et collectives en faveur de la paix à Sri Lanka montre que, depuis le début des années 1970, des femmes ont récusé la fracture ethnique qui est à l'origine de la guerre civile et font tout ce qu'elles peuvent pour créer les conditions nécessaires à une démocratie pacifique et au respect des droits de l'homme.⁸⁸ Il existe de nombreux exemples de femmes qui se sont efforcées, dans des sociétés ayant longtemps vécu dans un climat de tension proche de la guerre, de répandre l'idée de la coexistence pacifique par delà les clivages religieux et culturels et d'agir concrètement dans ce sens. On trouve de tels mouvements

communautaires en Palestine, en Indonésie, dans l'ex-Yougoslavie, au Mozambique, en Israël et ailleurs. L'importance de ces initiatives a été reconnue dans plusieurs rapports des Nations Unies, qui ont aussi souligné la contribution que les femmes apportent à la paix en tant qu'éducatrices au sein de leur famille et de leur société.⁸⁹

La critique de la guerre est parfois mieux acceptée venant de femmes qui militent en faveur de la paix que venant d'hommes. Cela ne déprécie en rien le courage ou le sens stratégique et politique de ces femmes: organiser des rassemblements en faveur de la paix ou des actions d'obstruction non violente n'a rien de secret. Une marche organisée par des femmes de Sierra Leone en mai 2000 a ouvert la voie, quelques jours plus tard, à une marche de parlementaires et d'organisations de la société civile. Sans la démonstration faite par les femmes qu'une action pacifique contre le conflit était possible, la seconde marche aurait probablement suscité une réaction violente.⁹⁰

Autre exemple, peu connu: l'Association des mères nagas (NMA) dans un État du nord-est de l'Inde, où sévit une interminable insurrection. Cette association s'est créée en 1984 pour œuvrer au développement et s'est ensuite peu à peu mêlée du conflit. Adoptant une double stratégie, les membres de la NMA ont marché pendant des kilomètres à l'intérieur du Myanmar où se trouvaient les dirigeants de l'une de leurs factions et ont tenté de les persuader d'engager des pourparlers de paix. Elles ont ensuite lancé une campagne sur le thème "Arrêtons de faire couler le sang!" appelant, en tant que mères de combattants et de martyrs, les forces de sécurité indiennes et les militants à mettre fin aux affrontements et au bain de sang, entre factions rivales et avec l'armée.⁹¹ Après quoi, elles continuèrent à faire pression en faveur de la paix et de négociations entre factions nagas afin de créer un climat propice à un règlement.

De plus en plus de femmes participent à des initiatives de ce type. Par exemple, le réseau international Femmes en noir a aujourd'hui essaimé dans plus d'une douzaine de pays. On a attribué au collectif serbe le mérite d'avoir contribué au renversement du régime du Président Slobodan Milosevic. Des membres de ce collectif ont manifesté pendant des années devant les bureaux du gouvernement en réclamant la paix et dénonçant l'aventurisme militaire du gouvernement. On leur a

lancé des pierres, elles ont été battues et arrêtées, et le régime a tout mis en œuvre pour les isoler et les couper de leurs soutiens. En tant que membres d'un mouvement international, leur stratégie consistait à créer des réseaux de solidarité "combinant féminisme et antimilitarisme".⁹²

En Colombie s'est récemment créé le Mouvement national des femmes contre la guerre. Des experts indépendants envoyés sur place par l'UNIFEM pour recueillir des informations sur la participation des femmes à la guerre, ont rapporté qu'ils avaient pris part à une marche pour la paix organisée à Medellin, qui a réuni 20 000 femmes et dont le principal slogan était: "Nous ne voulons plus mettre au monde des fils pour qu'ils soient envoyés à la guerre". Parmi les exemples d'actions transfrontalières menées par des femmes en faveur de la paix, on peut citer le Réseau des femmes de la région du fleuve Mano, qui regroupe des femmes de la Guinée, du Libéria et de Sierra Leone. Ce réseau revendique une contribution au règlement du conflit en Sierra Leone et à l'ouverture de négociations entre les pays de la région du fleuve Mano; il doit son origine à l'appartenance de l'une de ses principales militantes au Forum national des femmes de Sierra Leone avant que la guerre n'éclate en 1991. Le Forum des femmes, qui avait déjà les moyens de se faire entendre et disposait de puissants appuis au plan national, a pu acquérir une stature régionale et internationale.

Les femmes et les négociations de paix officielles

Les modalités de l'établissement de la paix varient selon les circonstances de la guerre, et ces circonstances sont plus ou moins propices à la participation des femmes. Certaines guerres sont relativement courtes et se limitent à une campagne militaire qui se termine par la victoire de l'un des deux camps (par exemple, l'invasion de l'Ouganda par la Tanzanie en 1979); c'est alors le vainqueur qui dicte les conditions de la paix. Dans d'autres cas, une insurrection, longue ou brève, ou des insurrections à répétition à l'intérieur du pays peuvent entraîner une intervention extérieure, et les parties sont éventuellement contraintes de s'asseoir à la table des négociations sous la

pression de plus grandes puissances nationales ou de la communauté internationale (par exemple, au Cambodge en 1967-91, au Kosovo en 1999 et en Somalie en 1991-2004). La création d'un nouvel État par un sous-groupe national ou ethnique indépendant est une autre variante (par exemple au Bangladesh en 1971 et en Érythrée en 2000); le règlement passe alors par la mise en place de toute une série de nouvelles institutions gouvernementales. Dans d'autres cas encore, une longue résistance armée a aidé tel pays à se "libérer" d'un régime oppresseur ou colonial (par exemple, au Viet Nam, au Nicaragua, en Namibie et en Afrique du Sud) et la formation d'un nouveau gouvernement suppose également une transition ou une restructuration.⁹³

Lorsque des femmes ont participé à une lutte de libération en tant que combattantes ou militantes, elles ont plus de chances de pouvoir siéger à la table des négociations.⁹⁴ La création d'un nouvel État ou l'émergence d'un État libéral et démocratique, comme en Afrique du Sud et en Namibie, offre également la possibilité aux organisations féminines qui ont participé à la lutte, d'exiger un rôle dans les négociations qui

précèdent l'adoption de nouvelles dispositions constitutionnelles et de nouvelles structures gouvernementales. En général, les femmes savent bien que si elles sont absentes des négociations et ne contribuent pas à l'élaboration de la nouvelle gouvernance, elles risquent de n'avoir enduré le cataclysme de la guerre et son cortège de malheurs et de souffrances, subis dans l'espoir d'une "société meilleure", que pour se retrouver dans une situation tout aussi défavorisée qu'auparavant si ce n'est pire (voir le chapitre suivant).

Ainsi, les femmes ont de multiples raisons de vouloir participer aux pourparlers de paix; leur intention est d'améliorer les conditions de vie et pas simplement d'assister à la répartition du pouvoir, à la distribution de récompenses, des ministères et des ressources budgétaires. Elles insistent généralement sur la nécessité de remédier aux difficultés sociales et économiques résultant de la guerre (voir l'encadré 13.4). Certaines critiques féministes des processus de paix classiques ont fait observer que si les causes sous-jacentes d'un conflit, la misère et les inégalités criantes notamment, ne sont pas éliminées, la paix ne pourra être ni durable ni juste pour les femmes.⁹⁵ Dans

Encadré 13.4 La fin du conflit au Cambodge

Au Cambodge, les deux tiers de la population sont des femmes et un tiers des ménages sont dirigés par une femme. De longues années de guerre, de génocide et de crise ont disloqué les structures et les liens sociaux, l'entraide et la solidarité communautaire qui caractérisaient autrefois la société cambodgienne ayant cédé la place à un système de relations individualisé et monétisé.

D'avantage de femmes et d'enfants ont été poussés vers le secteur des "loisirs et activités récréatives", et les rapatriés (370 000 réfugiés, selon les estimations), parmi lesquels de nombreuses femmes, et beaucoup de veuves, connaissent de graves difficultés. Une étude de 1995 sur la réinsertion de ces populations a montré que 40 pour cent ne s'en sortaient pas sur le plan économique.

La pénurie de terres agricoles, d'autant plus grave que beaucoup de ces terres sont minées, retentit sur les moyens de subsistance d'une société qui reste largement tributaire de l'agriculture, et en particulier des femmes qui subviennent seules aux besoins de leur ménage. L'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) a constaté que la question de la propriété des terres était à l'origine de nombreuses querelles villageoises. Et comme les modes traditionnels de règlement des conflits ont été abandonnés, le retour de la paix s'est accompagné d'une violence accrue pour les femmes et les enfants.⁹⁶

On le voit, un règlement de paix qui n'améliore pas le sort des femmes ne remédie pas plus aux causes sous-jacentes de l'insécurité et de la violence.

Source: Curtis 1998.

une telle perspective, les négociations en vue d'un accord de paix ou du règlement d'un conflit ne peuvent se permettre de reléguer les préoccupations des femmes au second plan, comme cela est encore bien souvent le cas. Une paix scellée dans des conditions qui ne tiennent pas compte des besoins des femmes est peut-être une paix qui met fin à la violence généralisée qu'avait engendrée la guerre, mais c'est une paix dans laquelle perdureront la violence sociale (envers les femmes), la violence structurelle (envers les minorités ou d'autres groupes contre lesquels s'exerce une forte discrimination) et les violations grossières des droits de l'homme.

A la table des négociations de paix

La communauté internationale a récemment porté une grande attention aux difficultés rencontrées par les femmes pour pouvoir siéger à la table des négociations. Voici ce qu'a écrit une commentatrice à propos de l'exclusion des femmes des pourparlers de paix menés après Oslo entre Israël et les Palestiniens:

"Il est paradoxal de constater que de grands généraux israéliens, qui ont passé une bonne partie de leur vie à faire la guerre, sont aujourd'hui devenus les premiers défenseurs de la paix et que, par ailleurs, la vision et l'expérience des militantes de la paix sont considérées comme négligeables".⁹⁷

Il n'y avait pas de femmes aux pourparlers de paix de Dayton qui ont mis un terme à la guerre de Bosnie-Herzégovine, et les exemples de ce type sont innombrables. Quelle que soit la crédibilité dont elles jouissent dans les organisations proches de la population et dans les fonctions qu'elles remplissent au sein des communautés traditionnelles et au sein de la famille, les femmes sont tenues à l'écart des négociations de paix. La difficulté qu'elles ont de se faire entendre est aggravée par le fait qu'elles sont moins instruites et moins familiarisées que les hommes avec les hautes sphères de la vie publique.

Cependant, plusieurs organisations internationales essaient aujourd'hui d'offrir aux femmes des espaces de discussion pour qu'elles puissent élaborer des positions à soumettre aux délégations qui participent aux négociations de paix. Dans le cas du conflit somalien, les négociations en cours entre clans belligérants, qui se sont tenues dans différents endroits au cours de ces dix dernières années, ont fini par intégrer une délégation

représentant les femmes, même si elle n'a que le statut d'observateur. Le sénateur des États-Unis George Mitchell a reconnu que les femmes avaient apporté une contribution importante aux négociations de paix en Irlande du Nord: "Les deux femmes qui ont réussi à se faire admettre à la table des négociations ont d'abord été mises à rude épreuve. Certains hommes politiques ont été très grossiers à leur égard.... Mais par leur persévérance et par leur compétence, elles ont fini par gagner l'estime des autres négociateurs".⁹⁸

Les dispositions transitoires et les administrations intérimaires de l'après-guerre, comme en Afghanistan et en Irak, témoignent parfois d'un souci d'équité entre les sexes. L'Accord de Bonn qui, en 2001, a mis fin à la guerre afghane comporte l'engagement explicite d'intégrer les femmes à la vie publique et de corriger l'injustice du passé; et en 2002, les pourparlers de Kaboul ont donné naissance à un ministère de la Condition féminine et à un groupe consultatif sur l'égalité hommes-femmes. Des organisations internationales ont enseigné à des femmes l'art de négocier et de diriger une équipe pour qu'elles puissent jouer un rôle de poids dans les activités de maintien de la paix et les institutions gouvernementales intérimaires. De tels efforts ont pour but d'éviter que les femmes et les questions qui leur tiennent le plus à cœur soient reléguées au second plan une fois la paix rétablie. Toutefois, il faut bien reconnaître que la recherche de modalités efficaces d'intégration des femmes à la vie publique dans des sociétés marquées par des clivages sociaux rigides et l'impossibilité pour les femmes de parler d'une seule voix, n'en est encore qu'à ses balbutiements.

Certaines opérations internationales de maintien de la paix ont également confirmé la nécessité de prendre en compte la question des rapports sociaux entre les sexes. Le contexte dans lequel se déroulent ces opérations n'est pas forcément favorable aux femmes qui, au sortir d'un conflit, restent confrontées à des actes de violence, parfois en recrudescence, et que le besoin entraîne vers le secteur prospère des "loisirs et activités récréatives", c'est-à-dire, entre autres, vers la prostitution et la traite. Au Timor oriental, le représentant du Secrétaire général des Nations Unies, qui s'était d'abord opposé à la création d'une unité pour l'égalité des sexes au sein de l'Administration transitoire des Nations Unies, a reconnu par la suite s'être

trompé. La première réglementation adoptée par l'Administration transitoire faisait du respect des instruments relatifs aux droits de l'homme, y compris la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le fondement de toutes nouvelles institutions gouvernementales. Par la suite, des femmes ont participé aux négociations concernant la création de nouvelles institutions de gouvernance démocratique. L'unité pour l'égalité des sexes a œuvré avec des femmes de tout le Timor oriental pour obtenir une véritable adhésion au régime des droits de l'homme. Grâce à quoi, un nombre relativement élevé de femmes ont ensuite été élues à l'assemblée constituante.⁹⁹

Le climat international

Depuis quelques années, les organisations internationales et les bailleurs de fonds prennent conscience de l'impact des conflits sur les femmes et de la nécessité de tenir compte des besoins spécifiques de celles-ci pendant la période de transition vers la paix. Deux programmes—le programme “Femmes artisanes de la paix” du Mouvement international de la réconciliation, lancé en 1998, et la Campagne en faveur des femmes d'*International Alert*, lancée en 1999—ont été spécialement mis en place pour favoriser la contribution des femmes à la paix. L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a réalisé une enquête de deux ans sur les questions de parité entre les sexes dans les sociétés qui sortent d'un conflit (Bosnie-Herzégovine, Cambodge, El Salvador, Géorgie, Guatemala et Rwanda).¹⁰⁰ La Banque asiatique de développement (BAsD) a organisé des séminaires internes sur le rôle des femmes dans la reconstruction au sortir d'un conflit, pour réfléchir à la manière de prendre en compte l'avis des femmes dans les négociations de paix, dans la répartition des ressources et dans les activités de surveillance visant à maintenir un climat de sécurité après un conflit.

Il est juste de dire que, depuis la Conférence de Beijing, le climat international est devenu plus favorable à l'idée de dialoguer avec les femmes, de se pencher sur leurs difficultés spécifiques en période de conflit et de les consulter pendant la phase

transitoire qui doit permettre de passer d'une situation de conflit à la paix. De même, on peut constater que le droit international humanitaire a énormément évolué. Beaucoup a été fait pour corriger l'impunité dont jouissaient depuis toujours les auteurs de violences sexuelles contre les femmes en temps de guerre et tenir compte du besoin de protection particulier des femmes et des filles pendant un conflit et pendant la transition entre l'état de guerre et l'état de paix. Cette évolution a été stimulée par la publicité internationale qui a été donnée aux viols commis à très grande échelle en Bosnie et aux épreuves subies par les femmes pendant le génocide rwandais, tragédies dont on considère qu'elles ont incité la communauté internationale à œuvrer davantage en faveur de la justice entre les sexes.¹⁰¹ Il n'empêche que le nouveau respect accordé aux femmes par les dispositions phares du droit international est aussi dû aux efforts opiniâtres des militantes pour faire reconnaître la légitimité de leur cause.

Le premier jalon a été posé en janvier 1992, lorsque le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a complété les textes existants par la recommandation 19 déclarant que la violence à l'égard des femmes était une forme de discrimination. En 1993, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne, a souligné dans ses Déclaration et Programme d'action que les droits des femmes étaient “une partie inaliénable et indivisible des droits de la personne”, et demandé qu'il soit mis un terme à toutes les formes de violence à l'égard des femmes. Peu après, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes et, en 1994, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a nommé un Rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes. Ces événements étaient des précurseurs de la Plate-forme d'action de Beijing qui insiste sur la nécessité de mettre un terme à la violence contre les femmes, surtout en temps de guerre, de faire respecter les instruments relatifs aux droits de l'homme et de prendre des mesures contre les auteurs d'infractions. L'adoption, en 2000, de la résolution 1325 par laquelle le Conseil de sécurité des Nations Unies prie instamment les États membres de faire en sorte que les femmes soient davantage représentées à tous les niveaux de prise de décisions concernant le règlement

des conflits, représente la plus grande des conquêtes de l'après-Beijing. Ces conquêtes seront examinées au chapitre 14.

L'application d'instruments internationaux pour remédier aux injustices subies par les femmes ne constituera jamais une parade suffisante dans les contextes où l'inégalité entre les sexes est la norme. Cela ne signifie pas pour autant qu'il ne faille pas toucher au droit international: au contraire, ce droit doit évoluer pour légitimer les nouvelles normes et justifier la nécessité d'un changement dans les domaines juridique et social. Cela dit, les limites de cette évolution sont tangibles. C'est dans les situations de conflits, où la primauté du droit a fait place à une totale insécurité, que l'appel au respect des droits internationalement reconnus des femmes et de toutes les victimes de violations caractérisées des droits de l'homme est le moins efficace. Mais dès que les efforts de paix commencent, la reconnaissance de la nécessité d'être à l'écoute des femmes pour pouvoir instaurer une paix réelle devrait porter ses fruits dans les années à venir. Toutefois, rien n'est acquis d'avance: les nombreux conflits armés et la "guerre contre la terreur" qui continuent de sévir un peu partout dans le monde, le prouvent.

Notes

- 1 SIPRI 2004, résumé du chapitre 3.
- 2 Kandiyoti 2004: 2, extrait de Donini et coll. 2004.
- 3 Nordstrom 1992: 271, cité dans Turshen et Twagiramariya 1998.
- 4 Afshar 2003: 149.
- 5 Murray et coll. 2002: 346.
- 6 Turshen et Twagiramariya 1998; Kaldor 1999.
- 7 Butalia 2004.
- 8 Afshar 2003: 178-179.
- 9 Etude sur les armes légères 2004.
- 10 Etude sur les armes légères 2004.
- 11 Jadwa 2003.
- 12 Secrétaire général des Nations Unies 2002: 26.
- 13 Kaldor 1999.
- 14 Mamdani 2001.
- 15 Gardner et El Bushra 2004: 162.
- 16 Rehn et Sirleaf 2002: 10.
- 17 Rehn et Sirleaf 2002: 11.
- 18 Murray et coll., 2002: 346, données de l'OMS.
- 19 Mkandawire 2002.
- 20 Amnesty International 2004: 14.
- 21 Murray et coll. 2002.
- 22 Legros et Brown 2001.
- 23 Rehen et Sirleaf 2002: 33.
- 24 Sørensen, 1998: 38.
- 25 Secrétaire général des Nations Unies 2002: 23.
- 26 Butalia 2002.
- 27 Rajasingham-Senanayake 2001: 122.
- 28 Amnesty International 2004: 1.
- 29 Butalia 2004.
- 30 Krug et coll. 2002: 156.
- 31 Pankhurst 2003: 159.
- 32 Gardner et El Bushra 2004: 70.
- 33 Krug et coll. 2002: 156.
- 34 IWRC 2003; Harding 2004.
- 35 Physicians for Human Rights 2002: 44-51.
- 36 Ward 2002.
- 37 Kandiyoti 2004.
- 38 Centre de recherche Innocenti de l'Unicef 2001.

- 39 World Vision International 1996: 26.
- 40 Minority Rights Group International 1996: 14.
- 41 Nations Unies, 2000b: 158.
- 42 Amnesty International 1997.
- 43 ONUSIDA 1998, cité dans Rehn et Sirleaf 2002: 53.
- 44 Rehn et Sirleaf 2002: 50.
- 45 Rehn et Sirleaf 2002: 52.
- 46 UNRISD 1993: 24.
- 47 Coomaraswamy 1998.
- 48 Williams et Masika 2002, cité dans Rehn et Sirleaf 2002: 12.
- 49 OIM 2001, cité dans Rehn et Sirleaf 2002: 12.
- 50 OIM 2001, cité dans Rehn et Sirleaf 2002: 12.
- 51 Afshar 2003: 179.
- 52 McKay et Mazurana: 2004.
- 53 Luciak 2004.
- 54 Luciak 2004; Ertürk 2004.
- 55 Gautam et coll. 2001.
- 56 Amnesty International 2004: 24.
- 57 Cité dans Sørensen 1998: 33.
- 58 UNIFEM, 2004a: 25.
- 59 OUA, 2000: 176.
- 60 Krug et coll. 2002.
- 61 Sørensen 1998: 33.
- 62 Rehn et Sirleaf: 2002.
- 63 Cité dans Bennett et coll. 1995: 14.
- 64 HCR, cité dans Nations Unies 2000b: 162.
- 65 HCR 2004.
- 66 Kaldor 1999.
- 67 Weiner 1996, cité dans Kaldor 1999.
- 68 HCR 2004.
- 69 Watson 1996: 49.
- 70 Kandiyoti 2004; Gardner et El Bushra 2004.
- 71 El Bushra 2003: 259; Holt 2003: 229.
- 72 Gardner et El Bushra 2004: 70.
- 73 Centers for Disease Control 1992: 16.
- 74 *Lancet* 1995, cité dans Rehn et Sirleaf 2002: 35.
- 75 Save the Children 2000: 45.
- 76 Kandiyoti 2004: 9-10.
- 77 Cité dans El Bushra 2004.
- 78 Secrétaire général des Nations Unies 2000: para. 35.
- 79 Pankhurst 2003: 159.
- 80 International Alert 1998: 6, cité dans Pankhurst 2003.
- 81 Afshar 2003: 181.
- 82 Sørensen 1998: 6.
- 83 Samuel 2004.
- 84 Gardner et El Bushra 2004: 179.
- 85 Centre pour les femmes victimes de la guerre 2003.
- 86 Sørensen 1998: 7.
- 87 Kandiyoti 2004: 10.
- 88 Samuel 2004.
- 89 Rehn et Sirleaf 2002.
- 90 Rehn et Sirleaf 2002.
- 91 Banerjee 2001.
- 92 Rehn et Sirleaf 2002; Femmes en noir 2004.
- 93 UNRISD 1993.
- 94 Corrin 2003; Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires 2003 et 2004.
- 95 Pankhurst 2003: 156-157.
- 96 Curtis 1998.
- 97 Sharoni 1995, cité dans Sørensen 1998.
- 98 Rehn et Sirleaf 2002: 79.
- 99 Rehn & Sirleaf 2002: 61.
- 100 USAID Office of Women in Development 2000.
- 101 Walsh 2004.